



**Alexandre ELSIG, *La Ligue d'action du bâtiment. L'anarchisme à la conquête des chantiers genevois dans l'entre-deux-guerres*, Lausanne-Genève, Éditions d'en bas-Collège du travail, 2015, 183 p.**

**Axel Barenboim**

DANS **LE MOUVEMENT SOCIAL** 2018/3 n° 264 , PAGES XII À XII  
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 0027-2671

ISBN 9782348037559

DOI 10.3917/lms.264.0151

Date de mise en ligne : 08/01/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-le-mouvement-social1-2018-3-page-XII?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

1968

**Omar GUEYE, *Mai 1968 au Sénégal. Senghor face aux étudiants et au mouvement syndical*, Paris, Karthala, « Hommes et sociétés », 2017, 336 p.**

Le Mai sénégalais (mai-juin 1968) a été concomitant du Mai français, ce qui a pu faire dire au président Léopold Sédar Senghor que les étudiants de l'université de Dakar faisaient « même chose toubabs ». C'était évidemment faux, car un mouvement social n'en copie pas un autre. Néanmoins, il y avait des circulations de la France au Sénégal et réciproquement. Et le Mai sénégalais, dont on fête aussi en 2018 le cinquantenaire, peut être sur bien des points comparé au Mai français : grève étudiante (à l'origine pour un motif corporatiste : la réduction des bourses), grève générale, répression, manifestations et émeutes urbaines, négociations, etc. Le livre d'Omar Gueye retrace très précisément le déroulé des événements et s'intéresse à ce qui s'en est suivi, c'est-à-dire, après une intransigente répression (internement des étudiants sénégalais, expulsion des étudiants étrangers, internement des syndicalistes), l'ouverture de négociations avec les syndicats de travailleurs, entamées d'abord, puis avec les syndicats étudiants, et leurs résultats. Outre cet événementiel détaillé, des chapitres particuliers sont consacrés à « Dakar la frondeuse », à « l'Affaire des pères dominicains » (les Dominicains de Dakar avaient pris fait et cause pour les étudiants, suscitant l'ire du catholique Senghor), aux « acteurs et événements influents de la crise »... Tous sont étayés sur un solide dépouillement d'archives, françaises (Centre des archives diplomatiques de Nantes, fonds Foccart, archives diplomatiques de La Courneuve), mais aussi anglaises (British National Office), ainsi que sur un beau corpus de trente-six entretiens réalisés avec d'anciens acteurs – enseignants ou étudiants au moment des événements –, dont Abdoulaye Bathily, lui-même auteur d'une déjà ancienne histoire du Mai sénégalais aux éditions Chaka<sup>1</sup>. L'ouvrage est agréable à lire et, grâce à lui, rien des événements du Mai sénégalais ne pourra désormais être ignoré.

On peut néanmoins faire quelques remarques – qui, on l'espère, ouvriront des pistes – à propos des archives et de l'historiographie.

À propos des archives, il aurait peut-être été intéressant d'explorer davantage les fonds existants sur le territoire sénégalais. Car l'auteur ne donne aucune référence d'archives sénégalaises et s'appuie essentiellement sur les archives conservées dans les anciennes métropoles. Certes, les archives nationales du Sénégal ne rendent accessibles que les fonds antérieurs à 1962 – les fonds des années ultérieures n'étant pas classés, ni donc consultables – et il n'y existe sur les événements de 68 qu'un dossier de presse. Mais on peut penser aux archives de l'ancien palais de justice, qui pourraient peut-être livrer des informations précieuses sur les procès des manifestants, procès qui ont eu lieu en juin et dont le livre d'Omar Gueye ne dit rien. Il aurait sans doute été possible de mieux comprendre ainsi, d'une part, l'articulation

1. A. BATHILY, *Mai 1968 à Dakar, ou La révolte universitaire et la démocratie*, Paris, Éditions Chaka, 1992.

répression-négociations, et, d'autre part, de mieux cerner le profil des manifestants quand ceux-ci n'étaient ni syndicalistes, ni étudiants. Peut-être est-ce illusoire, mais l'aventure méritait d'être tentée. Peut-être aussi aurait-on pu trouver d'autres éléments dans les archives des renseignements généraux, consultables aux archives régionales ? Ou bien dans les archives du rectorat, dans celles qui sont conservées à l'école de police (ce sont celles du ministère de l'Intérieur), au ministère de l'Éducation nationale, voire à la mairie de Dakar ? Outre les étudiants et les travailleurs, les lycéens ont été très importants dans le mouvement et restent les parents pauvres de l'étude d'Omar Gueye. Mais d'autres chercheurs, après lui, pourront sans doute suivre ces pistes.

Par ailleurs, il est vraiment dommage que l'auteur, qui consacre un chapitre à l'Internationale contestataire, n'ait pas tenu compte d'une historiographie en évolution. Les deux piliers en sont le comparatisme et l'analyse des circulations. Le Mai sénégalais, y compris avant la publication de ce livre, est le plus connu des mouvements sociaux de l'Afrique immédiatement postcoloniale. Mais celle-ci a été secouée par des vagues successives de révoltes (ou révolutions). Plusieurs études<sup>2</sup>, centrées ou non sur l'Afrique, et non citées par Omar Gueye, auraient permis à ce dernier de mieux intégrer le mouvement sénégalais de Mai à une conjoncture mondiale. Cela lui aurait également permis de nourrir son chapitre sur « l'Internationale contestataire ». Ce chapitre contient d'ailleurs quelques assertions parfois contestables. On peut par exemple douter que Marcuse, dont le succès est en France largement postérieur à mai 1968, ainsi que l'a montré Michel Trebitsch, ait été une lecture usuelle chez les étudiants sénégalais.

Enfin, le sous-titre de l'ouvrage est un peu trompeur. Il s'agit bien de *Mai 68 au Sénégal*, et il n'y a ici aucune ambiguïté. En revanche, l'auteur ne s'intéresse à Senghor face aux syndicats et aux étudiants qu'au moment des événements, ou immédiatement après, alors que le titre aurait pu laisser croire à une analyse de plus longue durée. Le conflit avec la section du Cap-Vert de l'Union nationale des travailleurs sénégalais a, par exemple, des racines dans un passé encore tout proche. Et l'intérêt du Président pour les problèmes d'éducation, et donc pour les étudiants, est ancien et explique des réactions d'ordre presque affectif, dont Omar Gueye rend par ailleurs bien compte.

Ceci dit, le livre d'Omar Gueye est important car il permet, en cette année anniversaire, de désenclaver encore un peu plus l'Afrique et de lui rendre une place dans le monde qui a pu, par négligence ou ignorance, lui être déniée.

Françoise BLUM

**Boris GOBILLE, *Le Mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-gardes littéraires*, Paris, CNRS Éditions, 2018, 400 p.**

Prolongeant les analyses de Pierre Bourdieu, Boris Gobille, enseignant de science politique à l'École normale supérieure de Lyon, spécialiste de l'engagement des intellectuels, consacre une partie de ses travaux de sociologie politique à la crise de mai 1968. En se fondant sur les principaux apports de sa thèse, soutenue en 2003,

2. D. ROLLAND et J. FAURE (dir.), *1968 hors de France. Histoire et constructions historiographiques*, Paris, L'Harmattan, 2009 ; S. CHRISTIANSEN et Z. SCARLETT (dir.), *The Third World in the Global Sixties*, New York-Oxford, Berghahn Books, 2013 ; F. BLUM, *Révolutions africaines. Congo, Sénégal, Madagascar, années 1968-1970*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014 ; F. BLUM, P. GUIDI et O. RILLON (dir.), *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2017 ; C. JIAN et al. (dir.), *The Routledge Handbook of the Global Sixties*, Londres-New York, Routledge, 2018.

il examine le comportement d'un certain nombre d'écrivains d'avant-garde, qu'il isole du monde des intellectuels. Il s'agit pour eux de redéfinir leur statut dans le processus révolutionnaire espéré, tout en conservant des positions d'autorité et de responsabilité. Pourtant, à cette période, d'éminents intellectuels prévoient une crise mortelle de la littérature ! Pronostic qui se conjugue avec une volonté affichée chez certains révolutionnaires de libérer la parole de ses contraintes socio-politiques.

Liant démarches collectives et pratiques personnelles de ce groupe caractérisé par une recherche de radicalités d'origines variées, issues des courants d'inspiration révolutionnaire, l'auteur explique et dégage les investissements politiques. Les itinéraires des principaux acteurs pendant la Seconde Guerre mondiale et les engagements contre le colonialisme sont mis en rapport avec les luttes des années 1960. Ces dernières correspondent à l'ouverture d'espaces inédits conquis par des avant-gardes « émergentes », dans des zones désertées jusqu'alors ou occupées par une « avant-garde vieillissante », les surréalistes, qui survivent après la disparition d'André Breton en 1966. Ce groupe, qui échoue en cherchant une alliance avec des mouvements d'extrême gauche, anarchistes ou castristes, se dissout en 1969.

Prolongeant une analyse d'inspiration socio-linguistique, la démarche établit un rapport entre la place occupée par les écrivains dans la société et ses possibles transformations. La situation révolutionnaire ouvre un espace de légitimation et des groupes nouveaux apparaissent, comme le Comité d'action étudiants-écrivains (CAEE). Ses acteurs partagent des aspirations à « l'impersonnalité » et au « communisme de l'écriture ». Le groupe informel, qui refuse d'apparaître comme prophétique, survit jusqu'en février 1969. Un de ses porte-parole, Maurice Blanchot, multiplie les interventions, considérant qu'une guerre révolutionnaire serait souhaitable. Le CAEE ne peut gagner le soutien unanime des avant-gardes, d'autant que ses membres, le 21 mai 1968, lancent un appel à former l'Union des écrivains et à occuper les locaux de la Société des gens de lettres pour créer des « enjeux corporatistes », revendications difficilement conciliables avec d'autres aspirations des avant-gardes. L'auteur examine l'évolution, en mai-juin 1968, de ces dernières. Jusque-là, des auteurs influencés par le communisme s'exprimaient sur le terrain socio-politique. L'adaptation des comportements aux innovations imposées par l'ébullition d'une situation socio-politique inédite pourrait déboucher sur une révolution totale comportant la définition d'une politique de la littérature.

Les divergences entre revues d'avant-garde, *Tel Quel* autour de Philippe Sollers et, à partir d'octobre 1968, *Change* autour de Jean-Pierre Faye, traduisent une rupture et annoncent une « guerre fratricide » qui provoque, selon l'auteur, un « éclatement du front commun des avant-gardes ». L'alliance de fait entre les soutiens de *Tel Quel* et le Parti communiste français, via la revue *La Nouvelle Critique*, permet une résistance à la conception, répandue, selon laquelle la liberté de la création littéraire serait nécessairement sacrifiée par des écrivains sous influence. Mais les collaborateurs de *Tel Quel* finissent par se diviser tout comme les poètes publiant dans *L'Action poétique*. Le « réarmement révolutionnaire de l'écriture » explique les tentatives de créer une organisation professionnelle, syndicale, des écrivains, considérés comme des travailleurs susceptibles d'être exploités.

Boris Gobille réagit contre l'aspect univoque des interprétations des événements de mai 1968 qui, en mettant en avant un esprit général de Mai 68, en gomment les aspérités. Cette année du cinquantenaire, les nombreux apports des différentes initiatives, qu'elles soient universitaires ou non, ont montré la diversité des mutations intervenues en 1968. Parmi celles-ci, les écrivains d'avant-garde ont tenu une place inédite. À un certain isolement imposé par la nécessité d'individualiser le champ littéraire, peut succéder, à la suite de ces mois de luttes et de réflexions, un désir d'action collective pour le statut de l'écrivain. La naissance d'un syndicalisme

d'auteurs (le Syndicat des écrivains de langue française en 1975) en est l'aboutissement. Et pourtant, le phénomène paraissait jusqu'alors une hypothèse dont la réalisation était « improbable ». Les écrivains de *Change* ont réussi à organiser ce rapprochement défensif et à y attirer des auteurs étrangers aux débats des premiers mois.

On aurait sans doute aimé que l'ensemble des écrivains, ou tout au moins les plus engagés parmi eux, puissent figurer dans ce corpus, ne serait-ce que par l'intermédiaire des positions et des réactions publiées dans le *Figaro littéraire*. En se limitant aux avant-gardes, l'ouvrage restreint la portée de sa démonstration concernant les intellectuels. Il aurait été pertinent d'examiner le contenu des nouveautés, tel que le représentent ceux qui les refusent ou les suivent sans enthousiasme pour mieux combattre ou ignorer cette « "modernité" formaliste ». Le choix d'insérer dans le texte de longues citations (avec, sous la forme d'un encadré, le texte intégral de l'appel de l'Union des écrivains du 21 mai 1968) permet de respecter le propos original et d'éviter la paraphrase. Mais pourquoi avoir présenté sous la forme d'un autre encadré, intitulé « Des intellectuels communistes contre le Parti », la présentation synthétique d'une évolution depuis 1965, comme si la question était « hors sujet » ?

Parvenir à interpréter avec clarté et sans simplification la logique d'itinéraires pouvait sembler un défi. Les collègues qui ont convaincu l'auteur de reprendre dans cet ouvrage les résultats de sa thèse ont eu raison. Il fallait rendre publiques ces analyses pertinentes des champs littéraires et de leurs rapports avec une histoire socio-politique de la France aux interprétations variées.

Jacques GIRAULT

**Christian BOUGEARD, *Les années 68 en Bretagne. Les mutations d'une société (1962-1981)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017, 304 p.**

Le cinquantenaire des événements de 1968 invite à des retranscrites de toute nature qui interrogent ou réinterrogent la place du temps court de l'événement dans la plus longue durée, longue durée qui bien sûr diffère en fonction des champs concernés. Le livre que Christian Bougeard consacre à la Bretagne, dont il est un des historiens de renom, participe de ce genre éditorial.

Cet ouvrage revient sur les deux décennies qui ont vu la Bretagne, caractérisée au début des années 1960 par le poids conservé de spécificités socio-économiques, mais également religieuses et culturelles, se normaliser, démographiquement au début des années 1960, politiquement au terme des années 1970 et à plus fort titre en 1981 à la faveur d'un processus de modernisation porté par une multiplicité de protagonistes, à l'origine de cette structure originale qu'a été le Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB), mais dans lequel les pouvoirs publics ont été un acteur majeur. Non sans soulever, au fil des pages, la question des relations complexes que la deuxième gauche a entretenues avec l'État régulateur durant ces années. L'ouvrage souligne que l'ancrage dans une culture demeurée spécifique, marquée par le poids du catholicisme et des organisations et cadres qui en sont issus, a contribué à des circulations inédites, participant à l'affirmation d'une commune volonté de « vivre et travailler au pays », par-delà l'existence de contradictions, à l'image de celles qui prévalaient au plan national.

Cet ouvrage se donne d'entrée de jeu pour une « synthèse d'une bibliographie déjà conséquente » qu'on doit aux historiens et géographes envers lesquels il dit sa dette, avec les avantages et les inconvénients du genre. Il constitue une excellente entrée en matière pour qui veut se familiariser avec cette mutation qu'a connue la Bretagne entre le début des années 1960 et la victoire de François Mitterrand, en

abordant la multiplicité des acteurs concernés, dans leur diversité sociale et politique, et parfois dans leurs spécificités (s'agissant du Front de libération de la Bretagne). Il est en revanche naturellement moins inédit pour le lecteur familiarisé avec la bibliographie sur laquelle il prend appui. Encore convient-il d'ajouter immédiatement qu'il présente deux originalités qui font son intérêt.

Cette « synthèse historique régionale » s'attache à la multiplicité des acteurs dont certains sont aujourd'hui bien connus, quand d'autres ne l'étaient guère au-delà d'un public spécialisé (ainsi la Communion de Boquen ou le Parti communiste breton). Elle rend, en outre, accessibles au lecteur de précieux travaux de cartographie, mais plus encore se structure autour de quelque 300 illustrations – photographies, tracts, affiches – émanant de sources extrêmement variées, dont il convient de souligner la grande qualité de reproduction et qui, pour beaucoup, sont inédites ou rares. L'intérêt qu'on peut leur porter s'accroît si l'on se souvient qu'en mai-juin 1968, la presse de province ou *France-Soir*, s'agissant de la presse nationale, ont privilégié en une jusqu'à l'exclusive les seuls événements parisiens, les événements locaux étant relégués en page intérieure, non sans contribuer à l'affirmation du mythe 68, par trop souvent confondu avec les barricades parisiennes et les pavés, et à sa résistance, là où la multiplicité et l'importance des études consacrées à ces événements devraient permettre de le réévaluer. Elles nous confrontent à d'autres images du mouvement, de ses acteurs, des répertoires d'action, des systèmes de représentation demeurés à tort marginalisés.

Et, du reste, *quid* de 1968 dans cet ouvrage, dira-t-on ?

À l'orée d'une année qui risque de voir les publications se succéder à bon rythme, celle-ci présente l'intérêt de rappeler, via le cas, il est vrai particulier, de la Bretagne, un certain nombre d'évidences qui sont encore loin de s'être imposées sans conteste. La grève du lait qui s'organise en Bretagne en 1972 a été qualifiée par d'aucuns « de mai 68 des campagnes bretonnes », en la désignant ainsi *de facto* comme un effet différé d'événements antérieurs et plus globaux. L'ouvrage est là pour nous remettre en mémoire qu'il convient d'inverser la perspective en se rappelant que la Bretagne est marquée par d'importants mouvements ouvriers, paysans et étudiants en 1966 et 1967, qui empruntent à des répertoires d'action inédits, dont les barricades et les occupations, en lui conférant un statut qu'on pourrait qualifier d'avant-garde au regard de la suite des événements. Ce qui autorise l'hypothèse d'une circulation des répertoires d'action de l'Ouest français au Quartier latin via l'extrême gauche. Ce constat contrevient aux mythes établis qui ont institué les barricades du Quartier latin en épice du mouvement en prenant appui, il est vrai, sur l'épaisseur d'une histoire advenue durant des siècles à Paris.

La question des rapports entre étudiants et ouvriers, mouvement étudiant et grève ouvrière, continue à traverser l'historiographie. L'ouvrage vient nous rappeler l'importance de cette troisième composante sociale que sont les agriculteurs et leurs organisations, avec ici un apport particulièrement remarquable de la photographie. Les travaux qu'Antoine Prost a consacrés aux manifestations du 6 février 1934 en province et l'étude que j'ai menée sur les manifestations de mai-juin 1968 en province montraient qu'en ces deux circonstances, les manifestations avaient été là plus unitaires qu'à Paris, où les stratégies nationales ont toujours pesé d'un poids plus lourd. L'ouvrage et ses photographies apportent également des exemples à l'appui en soulignant plus particulièrement la spécificité, l'importance mais aussi les limites du lien agriculteurs-salariés.

Les contemporains de mai-juin 68 furent foudroyés (ou heureusement surpris) par cet apparent paradoxe que fut l'élection d'une chambre introuvable à la suite du plus fort mouvement de grèves que la France ait jamais connu. L'exemple de la Bretagne nous plonge au cœur de la contradiction en montrant que cette région,

qui fut l'un des berceaux de « l'insubordination ouvrière » (Xavier Vigna), et qui se caractérise pendant plus d'une décennie par des luttes longues, souvent ponctuées de violences et devenues pour nombre d'entre elles emblématiques, demeure jusqu'au tournant de 1981 marquée par un vote conservateur, ou du moins de centre droit, supérieur à la moyenne nationale.

Un beau livre qui vient nous remettre en mémoire quelques idées dont il serait important de ne point se départir en cette année de commémoration.

Danielle TARTAKOWSKY

**Catherine ROUVIÈRE, *Retourner à la terre. L'utopie néo-rurale en Ardèche depuis les années 1960*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Histoire », 2015, 500 p.**

« Pourquoi, à partir des années soixante, les espaces désertifiés du territoire français voient-ils arriver par vagues successives des populations urbaines désireuses de retourner à la terre ? Quels sont les ressorts de cette démarche empreinte d'utopie ? [...] Et avec quels résultats à l'échelle locale et nationale<sup>3</sup> ? » C'est dans une perspective historique que Catherine Rouvière entend répondre à ces questions dans un ouvrage issu de sa thèse de doctorat, soutenue en 2011. Proposant une mise à jour des travaux menés par les sociologues dans les années 1970-1980 autour de ces citadins partis à la campagne, dans l'après-1968, pour expérimenter « une autre manière de travailler, de consommer, de vivre en couple et en famille et de se rapporter à la nature<sup>4</sup> », l'auteure mobilise une multitude de sources – écrites, orales, visuelles, officielles ou alternatives – pour étudier le cas de l'Ardèche, département pionnier et bastion actuel du phénomène du retour à la terre.

Choisi pour sa valeur « métonymique » (p. 11), ce cadre n'en demeure pas moins spécifique : du point de vue géographique, tout d'abord, car les néo-ruraux se regroupent – du moins initialement – dans une enclave, le relief des Cévennes, « alliant beauté et pauvreté, [...] paysages inexplorés » (p. 125) et de faibles possibilités de mécanisation agricole (p. 117-120) ; du point de vue démographique, ensuite, tant la venue de ces urbains semble avoir compensé, en l'espace de quelques décennies seulement, un exode rural plus que séculaire (p. 337-365) ; du point de vue administratif, enfin, car le département a été désigné – très tôt, du fait de la présence massive de « néo-cévenols », synonyme ici de « néo-ruraux » – comme un laboratoire d'expérimentation des politiques publiques d'aménagement du territoire (p. 248-261). De nombreux autres facteurs, tantôt objectifs (faible prix du foncier, installation de quelques précurseurs avant 1968), tantôt de l'ordre des représentations (terre de résistance au pouvoir étatique, retraite d'artistes), contribuent à faire de l'Ardèche un cas singulier, que l'auteure essaie néanmoins de replacer dans un contexte plus général par la comparaison avec d'autres espaces touchés par le phénomène (Alpes de Haute-Provence, Pyrénées...).

L'ouvrage se veut témoin d'un certain nombre de « tendances et de contradictions » qui, comme le note Pascal Ory dans la préface, « ont fini par mettre en branle tout le monde rural français » (p. 11). Cette volonté d'encaster le local dans le global s'exprime, au fil des pages, par un dialogue constant entre le « retour » ardéchois et les grandes évolutions sociologiques, économiques et politiques de l'ensemble du pays, « donnant à voir la confrontation entre des forces en gestation

3. Texte de présentation de l'ouvrage figurant en quatrième de couverture.

4. B. HERVIEU et D. HERVIEU-LÉGER, *Le retour à la nature. « Au fond de la forêt... l'État »*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2005 [1979], p. VIII.

[...] d'origine urbaine, désireuses d'interroger la société dont elles sont le produit [...] et de contester le modèle de croissance capitaliste » (p. 17-18), et « des forces en voie d'effacement, [...] la population agricole victime de la modernisation engagée au nom du même modèle » (*ibid.*), auprès de laquelle les néo-cévenols recherchent des solutions d'avenir et une source partielle d'inspiration. Ce faisant, c'est le rapport séculaire entre ville et campagne qui se trouve modifié par annexion de la seconde par la première, tant en ce qui concerne le mode de vie que l'évolution de ses fonctions. Les linéaments une fois posés par les néo-ruraux dans les espaces désertifiés, les caractéristiques majeures de cette mue civilisationnelle se diffusent par capillarité à la société globale (p. 18).

Dans une première partie, l'auteure présente la complexité du mouvement qu'elle étudie, ses origines et aspirations, son rôle « révélateur et précurseur » (p. 61). Le retour à la terre – dont les influences sont à rechercher aussi bien dans la contre-culture américaine des *sixties* que dans le mythe agrarien du XIX<sup>e</sup> siècle (p. 36-37) – est évolutif et pluriel, tout comme ses protagonistes. Ces derniers ne sont d'ailleurs définis « néo-ruraux » que par défaut, car l'expression – inventée par l'administration dans les années 1970 – renvoie à une certaine homogénéité a-sociologique. Cinq vagues distinctes composent cette « marge sociale et culturelle » (p. 31). La première, celle des « hippies » (1969-1973), vise à refonder la société par l'exemplarité et la vie en communauté. Largement médiatisée, elle se distingue par sa politisation et par sa distance vis-à-vis de la population autochtone. La deuxième, les « néo-ruraux proprement dits » (*ibid.*), arrive en Ardèche entre 1975 et 1985 – cette vague comprend aussi une partie d'anciens « hippies » en reconversion. « L'utopie communautaire a alors disparu, ou presque, emportée par le rêve écologique d'une vie "verte", "saine" et "authentique"<sup>5</sup> » : ce « déplacement de l'utopie » (p. 19) amène les nouveaux arrivants à rechercher l'intégration à la population locale. Suivent deux autres vagues, l'une composée d'individus venant exercer leur métier – extra-agricole : instituteurs, travailleurs sociaux... – à la campagne (1985-1995), l'autre de personnes fragiles – femmes seules, RMIstes – fuyant la précarité des villes (1995-2005). Ces vagues arrivent en Ardèche au moment où leurs prédécesseurs, désormais paysans ou éleveurs confirmés, obtiennent une reconnaissance officielle. Une cinquième vague, actuelle, est enfin évoquée : composée d'individus proches de la « mouvance altermondialiste et écologiste » (p. 34), elle semble renouer avec les motivations initiales du « retour », en particulier le caractère autarcique des communautés. Ce mouvement migratoire hétérogène prend (notamment) le contre-pied d'une époque marquée par des bouleversements tellement profonds – urbanisation, consommation, tertiarisation... – qu'elle a été apparentée par Henri Mendras à une « seconde révolution française<sup>6</sup> ».

Dans une deuxième partie, l'auteure décrit la rencontre entre les locaux et les nouveaux arrivants dans l'après-1968. Il s'agit d'un véritable « choc de civilisations et de cultures » (p. 129) : les principaux traits caractérisant les néo-ruraux des deux premières vagues – jeunes, en partie aisés (40 % issus de CSP +), avec des mœurs libres, opposés au progrès agricole... – représentent une sorte de miroir inversé de la population autochtone, vieillissante, marquée par des valeurs traditionnelles et avide de modernité. Les relations sont dès lors difficiles, variant de l'indifférence à l'hostilité manifeste, à quelques exceptions près. Mais elles sont aussi évolutives : ainsi, après une première phase d'ignorance mutuelle, « s'installe, entre le milieu des années 1970 et le début des années 1980, une phase de tension lorsque la volonté des néo-ruraux de s'implanter en s'impliquant dans la vie locale suscite chez les

5. B. HERVIEU et D. HERVIEU-LÉGER, *Le retour à la nature...*, *op. cit.*, p. 22.

6. H. MENDRAS, *La seconde révolution française (1965-1984)*, Paris, Gallimard, 1994 [1989].

autochtones [...] la peur de se voir dépossédés de leur pouvoir » (p. 190). Trois heurts, liés à des situations quotidiennes (chasse, installation de tipis) ou exceptionnelles (« affaire Conty », un triple meurtre perpétré par le chef d'une communauté ardéchoise en 1977, p. 224-230) illustrent ce moment.

Suit une phase de coopération entre locaux et nouveaux arrivants, depuis 1983, au cœur de la troisième partie de l'ouvrage. Un double processus d'intégration et de reconnaissance institutionnelle se met en place, « favorisé par la modification du contexte général – crise économique, arrivée aux affaires de la génération de 1968... – et par la prise en compte par les acteurs nationaux et locaux de l'aménagement du territoire, dont l'Ardèche est désigné comme département pilote » (p. 239). Afin de se faire accepter par les autochtones, les néo-ruraux investissent des « corps intermédiaires privilégiés » (p. 295) : syndicats agricoles, structures de formation, associations. Ils essaient également de faire émerger des convergences d'intérêts en luttant contre de grands projets d'infrastructures (barrages, aérodromes...) ou en reprenant à leur compte le slogan *volem viure al país* (« nous voulons vivre au pays », p. 318). Les réactions positives, d'abord minoritaires, se multiplient, même si quelques oppositions – notamment à l'occasion des élections municipales de 1983 – persistent. Quant aux rapports avec l'administration, ils sont extrêmement ambivalents, variant de l'opposition frontale à la coopération : cette dernière l'emporte néanmoins lorsque les néo-ruraux sont désignés non seulement comme les expérimentateurs, mais aussi comme les évaluateurs officiels des politiques publiques de redynamisation territoriale.

Objet de la dernière partie du livre, la reconnaissance institutionnelle, à l'œuvre depuis les années 1990, ainsi que l'intégration entre les deux populations aboutissent à une véritable « révolution silencieuse » (p. 331). Cette dernière « se décline aussi bien en termes démographiques [...] qu'agricoles. Elle recouvre également le développement local par le biais de la création d'entreprises innovantes et de la patrimonialisation des campagnes » (*ibid.*). En redonnant vie au « rural profond » (p. 354), en mettant en place des systèmes de production inédits ou encore en créant des réseaux ouverts vers la société globale (p. 424), les néo-cévenols repensent « le territoire et les rapports ville-campagne, [...] anticipant ainsi le mouvement d'homogénéisation des modes de vie » (p. 439) qui, selon C. Rouvière, caractérise la période actuelle.

L'auteure en conclut une nouvelle fois au caractère avant-coureur de la démarche néo-rurale, loin d'une vision, longtemps répandue au sein du champ scientifique, réduisant ce phénomène à une manifestation tardive – et quelque peu folklorique – de Mai 68<sup>7</sup>.

Paolo STUPPIA

**Julie PAGIS, *Mai 68, un pavé dans leur histoire : événements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2014, 340 p.**

Voici un ouvrage de sociohistoire, qui traite de l'articulation entre temps court de l'événement politique et temps long des trajectoires individuelles, en interrogeant les incidences de la participation aux événements de mai-juin 1968 sur deux générations familiales. Julie Pagis, elle-même fille de soixante-huitards néo-ruraux, conteste l'idée qu'il n'y aurait qu'une « génération 68 » : reliant l'« amont », le « pendant »

7. Sur ce point, voir P. STUPPIA, « De la communauté à l'éco-village. L'expérience des néo-ruraux, trente ans après », mémoire de M2, Université Paris 1, 2008, p. 9-18.

et l'« après » Mai 68, elle tente de construire un espace social des « micro-unités de génération 68 », en proposant une typologie qui articule une diversité de facteurs, liés aux trajectoires antérieures à 1968 mais aussi aux situations, à l'événement lui-même et à ses suites. Son analyse, à la fois extrêmement rigoureuse sur le plan méthodologique et d'une grande finesse, permet de battre en brèche certains clichés sur « 68 » qui se sont progressivement imposés. Elle permet plus généralement de renouveler la compréhension des diverses modalités de la socialisation politique.

Pour mener son enquête, Julie Pagis a constitué son corpus en partant de la deuxième génération : des enfants de soixante-huitards scolarisés dans deux écoles primaires publiques et alternatives, l'une à Paris et l'autre à Nantes, elle est remontée à leurs parents, qui avaient donc en commun non seulement d'avoir participé aux événements de mai-juin 1968 mais aussi d'avoir développé des stratégies éducatives singulières. L'échantillon ainsi constitué contournait les figures publiques des héritiers autoproclamés et ouvrait la voie vers des anonymes formant une population hétérogène. Son analyse articule explicitement questionnaires et entretiens, c'est-à-dire statistiques et récits de vie, sans jamais les confondre du point de vue des résultats obtenus et de leur portée.

Il s'agit d'abord d'interroger les matrices de la participation aux événements de mai-juin 1968, en cherchant les déterminants dans la socialisation familiale, religieuse et scolaire, et dans les transformations structurelles des institutions correspondantes. Où l'on démontre que les soixante-huitards ne sont pas d'abord en révolte contre leur famille, puisque les transmissions familiales sont souvent déterminantes pour expliquer la genèse des engagements. Où l'on remet en cause cette idée, devenue schème explicatif, du déclassement (la fameuse crise des débouchés universitaires), puisqu'il est relativement absent du corpus étudié : il faut au contraire associer mobilité ascendante et engagement politique en mai 68, particulièrement en ce qui concerne les intellectuels de première génération. Deux éléments encore : l'importance de la politisation d'engagements religieux, par exemple par le biais du tiers-mondisme, mais aussi par le réinvestissement et la radicalisation de pratiques militantes incorporées dans un cadre religieux, et la validation de l'idée d'une matrice générale renvoyant à la crise des rapports d'autorité, incarnés notamment par des acteurs aux trajectoires improbables qui se retrouvent en situation « d'outsiders » plus susceptibles de critiquer la position dans laquelle ils se retrouvent.

Mais ces matrices ne rendent pas compte des effets socialisateurs de mai-juin 1968, qu'il s'agit bien d'articuler avec le temps long de la socialisation politique primaire. En fonction des ressources militantes accumulées en amont et du degré d'exposition à l'événement – qui n'a par ailleurs pas une nature unique –, ses effets sont divers : il peut contribuer à entretenir des dispositions antérieures, les renforcer, ou permettre une prise de conscience, voire une conversion. Il produit cependant et globalement une situation exceptionnelle, en ce qu'il rend possibles des rencontres et des pratiques transgressives improbables hors du contexte de crise et d'affaiblissement de la régulation sociale. Cette idée générale est corroborée par le fait que ce sont avant tout l'intensité du militantisme en mai 68 et plus encore le type de militantisme dans les années qui suivent 1968, qui sont les plus significatifs pour rendre compte de l'empreinte biographique des événements sur le long terme, plus que l'orientation politique des parents ou l'expérience militante antérieure. L'événement a donc un rôle décisif de resocialisation politique. Mais affignons encore en insistant sur le fait que c'est moins la participation effective à Mai 68 qui déstabilise les trajectoires que ses conséquences en termes d'insertion dans les réseaux de sociabilité postérieurs à 68. On ne déduit pas du rôle majeur de l'événement une interprétation simpliste et mécaniste. Ces inflexions biographiques, repérées dans les récits de vie, sont évidemment diverses, qu'elles soient liées à des processus de mobilité sociale,

depuis les étudiants allés s'établir en usine jusqu'aux ouvriers rentrés à l'université, qu'elles se traduisent par un réinvestissement de préoccupations militantes sur le terrain professionnel, notamment dans le domaine de l'éducation populaire et de l'animation socioculturelle, ou qu'elles concernent les espaces personnels : l'engagement politique en 68 conduit ainsi chez certains à une redéfinition critique des rapports sociaux de sexe, de génération et des « métiers » de parents et d'enfants. Sur les aspects de mobilité sociale, l'analyse confirme qu'il n'y a pas d'effet univoque ou unilatéral : l'engagement peut produire du déclassement ou de la promotion sociale, il peut résulter d'une ascension sociale ou être investi comme un moyen de compenser une mobilité sociale descendante. Julie Pagis montre bien en outre la puissance de la dissonance entre les aspirations produites par l'événement, avec l'ouverture du champ des possibles, et les possibilités réelles de les satisfaire. Cet écart a produit pour certains un repli dans la marginalité individuelle ou collective, les utopies communautaires permettant de faire durer l'indétermination créée par 68. Lorsque les communautés se tarissent, au milieu des années 1970, les sorties et reconversions se font selon des modalités différentes, et avec plus ou moins de difficultés en fonction des ressources sociales, scolaires et culturelles mobilisables. Finalement, une fois mis un terme à « l'apesanteur sociale » qui prévaut au sein des communautés, les inégalités sociales ont tôt fait de rattraper les acteurs.

Au final, dans une brillante synthèse des différents résultats de son enquête, Julie Pagis conclut à l'existence d'une douzaine de « micro-unités de génération 68 » partageant une communauté d'expérience. Elle insiste sur trois variables majeures. L'appartenance générationnelle est plus fortement revendiquée chez les jeunes. Mais l'intensité de leur participation aux événements et leur insertion dans les réseaux de sociabilité post-68 sont moins déterminées par l'âge en tant que tel que par l'indétermination matrimoniale et professionnelle de leur statut en 1968. Deuxième variable, le genre. Selon l'expression retenue par la chercheuse, qui l'assortit d'un point d'interrogation, « ils ont fait 68, tandis qu'elles ont été faites par 68 ». Les femmes sont bien plus nombreuses que les hommes à déclarer que leur trajectoire biographique a été infléchie par leur participation à 68. Au total, elles s'investissent dans un militantisme moins institutionnalisé, et participent massivement à la « rénovation critique du quotidien » plutôt que de rejoindre les organisations politiques préexistantes. Cela traduit des logiques de genre, au sens où se sentir comme un acteur ayant changé le cours des choses renvoie plutôt à un habitus masculin, mais aussi à la force de la cause féministe qui prend son essor dans les années 1970, et permet une certaine continuité avec les engagements féministes initiaux. L'importance des rapports sociaux de sexe est telle qu'il conviendrait, selon Julie Pagis, de retravailler sous ce prisme la constitution des générations politiques, ce à quoi elle s'essaie pour 68. Troisième variable, la période de socialisation politique. Ainsi, sur la douzaine de micro-unités de génération, cinq sont liées à la guerre d'Algérie, quatre à la guerre du Vietnam, les trois dernières étant composées d'individus n'ayant aucune expérience militante antérieure.

Reste la question de la deuxième génération, point d'entrée pour la constitution du corpus et point final de l'enquête. Il semble indéniable qu'il y ait un effet ricochet sur la deuxième génération, au moins dans cet ensemble constitué par des parents ayant fait le choix de stratégies éducatives alternatives. Là encore, la diversité est de mise dans les profils d'héritiers. Ceux-ci sont marqués à la fois par une solide transmission politique familiale et par une certaine « dyssocialisation » : les enfants d'enquêtés ont intériorisé des systèmes de dispositions partiellement contradictoires, entre une socialisation primaire « contre-culturelle » et la socialisation secondaire à laquelle ils sont confrontés une fois intégrés dans les structures scolaires classiques. Ils y réagissent en adoptant des postures différentes, rejet de la socialisation initiale,

rejet des normes dominantes, ou oscillation entre les deux. Les variations sont pour l'essentiel imputables à la force de la dyssocialisation et des héritages transmis, aux effets plus marquants quand les trajectoires des parents ont été fortement impactées et que les enfants ont assisté en direct à la remise en cause des normes de la vie quotidienne. Mais pour tous les profils distingués, héritiers ambivalents, distants, déclassés ou militants, il faut bien tenir compte des évolutions socio-économiques, de l'offre politique dans laquelle ils grandissent, marquée par une faible valorisation du militantisme, et l'absence d'événements comparables à Mai 68, avant de conclure aux prétendus « individualisme » et « apolitisme » des « jeunes d'aujourd'hui ».

Ce n'est pas le moindre apport de cet ouvrage que d'enrichir la compréhension non seulement de la formation de générations politiques, mais aussi de la permanence et des changements observables dans la politisation de deux générations.

Ingrid HAYES

## LA SUISSE DANS L'HISTOIRE INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS SOCIAUX APRÈS 1945

**Damir SKENDEROVIC et Christina SPÄTI, *Les années 68. Une rupture politique et culturelle*, Lausanne, Antipodes-Société d'histoire de la Suisse romande, « Histoire.ch », 2012, 191 p.**

Longtemps délaissées par l'historiographie helvétique, les années 68 ont suscité ces dernières années un intérêt croissant, qui s'est cristallisé autour du quarantième anniversaire de Mai 68. La recherche historique a toutefois essentiellement produit des études locales. Présentant une vue d'ensemble de la période contestataire en Suisse, le livre de Damir Skenderovic et Christina Späti vient dès lors combler une lacune importante. Publié simultanément dans ses versions allemande (originale) et française, il rend désormais accessible à un large public un sujet qui restait confiné aux milieux universitaires. Le caractère pionnier de cet ouvrage, qui combine histoire politique et sociale, histoire culturelle et histoire du quotidien, est donc à saluer.

Pour analyser le cycle protestataire marqué par 1968, les auteurs recourent à différentes échelles. Si les événements suisses s'insèrent dans un contexte transnational, le propos adopte le plus souvent une perspective transrégionale, voire locale. En mettant en évidence des manifestations de la contestation dans des villes comme Bienne ou Lucerne, on perçoit l'étendue d'un phénomène qu'on a souvent réduit aux grandes villes, et notamment à Zurich, où a eu lieu à l'été 1968 l'action la plus retentissante : l'« émeute du Globus ». On saisit par là même le morcellement considérable du mouvement. Phénomène très régional, le 68 helvétique s'est fortement arrimé aux réalités locales et n'est que rarement parvenu à franchir les barrières linguistiques.

La périodisation adoptée n'est pas figée, les auteurs précisant que les années 68 vont de la fin des années 1960 au milieu des années 1970, même si le mouvement a connu son apogée entre 1968 et 1970 (sauf à Genève et à Lausanne, qui ont connu d'importantes mobilisations en 1971). L'éclosion de la contestation en Suisse s'inscrit dans la continuité d'un ensemble de courants non conformistes, intellectuels, étudiants, artistiques et politiques, qui constituent le « tissu rhizomique » des précurseurs de 68. Ces courants sont apparus dans la Suisse des années 1960, dont

les auteurs dressent le tableau suivant : économie prospère ; mouvement syndical soumis depuis la fin des années 1930 à la « paix du travail » (collaboration entre syndicats et patronat) et qui bénéficie d'une main-d'œuvre étrangère peu payée et composée en grande partie de travailleurs saisonniers ; faiblesse de la gauche parlementaire, avec un Parti socialiste rompu à la politique de compromis et des communistes très minoritaires ; neutralité proclamée, bien que la Suisse affiche un anticommunisme viscéral et se place résolument du côté du « monde libre ».

C'est dans ce contexte qu'émerge la contestation helvétique, qui présente une remarquable diversité de déclinaisons, touchant aussi bien le mouvement étudiant qu'une multitude de nouveaux mouvements sociaux et d'organisations d'extrême gauche, sans oublier le milieu *underground*, le théâtre indépendant ou encore le cinéma d'avant-garde. De manière générale, des secteurs non négligeables de la jeune génération aspirent à de nouvelles manières d'être et de vivre. En témoigne l'essor des communautés à une époque où prévaut encore en Suisse l'interdiction du concubinage.

Le mouvement de 68 en Suisse partage avec ses homologues européens un système de valeurs et un éventail de combats contre tout ce qui est perçu comme oppressant : l'autoritarisme, le capitalisme, l'impérialisme, le fascisme, le patriarcat. Outre ces luttes, le mouvement s'engage sur des thèmes davantage spécifiques à la Suisse : la revendication de centres autonomes, l'antimilitarisme, la lutte contre la xénophobie et le soutien aux immigrés, ou encore la dénonciation de la « paix du travail ».

Dans l'ensemble, la capacité de mobilisation du mouvement de 68 en Suisse paraît modeste, même si la manifestation contre la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst rassemble par exemple 18 000 personnes en avril 1975. Le mouvement a par ailleurs souffert d'une étroite surveillance policière, fruit d'un anticommunisme profondément enraciné, qui a notamment débouché sur de nombreux cas d'interdictions professionnelles.

Loin d'être homogène, le mouvement de 68 éclate dès la fin des années 1960. Damir Skenderovic et Christina Späti décrivent les lignes de tension, en particulier celle qui oppose les courants alternatifs et contre-culturels aux organisations politiques d'extrême gauche. La complexité de la structuration de la gauche radicale est mise en évidence, bien que de façon parfois imprécise. Dans le camp maoïste, par exemple, l'importance d'une organisation telle que le Centre de liaison politique à Genève est sous-estimée. À la décharge des auteurs, l'historiographie demeure très lacunaire sur les formations politiques de la gauche extraparlamentaire.

L'impact et les interprétations du mouvement sont exposés de manière convaincante. On retiendra notamment la définition de 68 comme mythe fondateur d'une génération qui s'est constituée par la suite, et qui peut dès lors en revendiquer l'héritage. Le lecteur regrettera seulement la place extrêmement réduite accordée aux luttes ouvrières. S'il est vrai que le « prolétariat » ne s'est pas mobilisé pour la lutte de classe, le mouvement ouvrier n'en a pas moins organisé les plus grandes grèves depuis la Deuxième Guerre mondiale, lesquelles ont certes eu lieu au milieu des années 1970, dans un contexte de crise économique et de déclin de la contestation soixante-huitarde.

En guise de bilan de 68, les auteurs soulignent que les schèmes interprétatifs, les revendications et les objectifs de la vague contestataire n'ont été que très partiellement repris par la suite. En particulier, la revendication d'une transformation radicale des structures sociales en Suisse – à laquelle nombre de militants ont cru – a disparu. Une partie des mouvements de 68 ont par ailleurs suivi des processus d'institutionnalisation (en particulier les mouvements féministe, écologiste et de solidarité avec le « tiers-monde »). Cependant, les stratégies mises en œuvre par les mouvements

protestataires et le répertoire d'actions non conventionnelles auquel ils ont recouru ont bel et bien modifié la culture politique helvétique : une autre façon de faire de la politique est désormais possible. L'émergence des nouveaux mouvements sociaux dans les années 1970 en témoigne. Les effets socio-culturels ont en outre été au long cours. Le fait que les femmes n'ont obtenu le droit de vote au niveau fédéral qu'en 1971 suffit à démontrer le caractère extrêmement conservateur de la société helvétique d'alors.

Abondamment illustré et de lecture aisée, le présent ouvrage traduit une démarche vulgarisatrice qui fait sens dans un pays où certains réfutent encore l'existence d'une mouture helvétique du mouvement de 68. L'absence d'appareil critique et une bibliographie quelque peu succincte nuisent toutefois à la qualité générale de l'ouvrage, qui n'en constitue pas moins une synthèse très réussie de ce qu'ont été les années 68 en Suisse, ainsi qu'une invitation à poursuivre l'exploration d'un champ historiographique qui reste fécond.

Nuno PEREIRA

**Frédéric DESHUSSES, *Grèves et contestations ouvrières en Suisse, 1969-1979*, Lausanne-Genève, Éditions d'en bas-Archives contestataires, « Présents du passé », 2014, 135 p.**

Longtemps négligées par l'historiographie, les contestations ouvrières font désormais partie intégrante d'un nombre croissant d'études consacrées aux années 1968<sup>8</sup>. Toutefois, les recherches historiques en Suisse avaient jusqu'à présent ignoré cette évolution, comme en témoigne la synthèse publiée en 2012 par Damir Skenderovic et Christina Späti<sup>9</sup>. C'est à combler cette lacune que ce petit ouvrage de Frédéric Deshusses entend contribuer.

Le livre est divisé en quatre chapitres. Le premier présente des données contextuelles et postule de manière convaincante l'existence d'un cycle cohérent de conflits du travail, qui s'inscrit dans le cadre d'une « restructuration capitaliste de grande ampleur » (p. 21 *sq.*). La Suisse des années 1970 a en effet été le théâtre d'une vague de grèves remarquable, puisqu'on dénombre alors trois à quatre fois plus de grèves que lors des décennies 1960 et 1980. Ces grèves ont été principalement déclenchées dans trois secteurs : la métallurgie, l'horlogerie et les arts graphiques. Au sein de nombreuses entreprises, cette période est également caractérisée par un climat de contestation ouvrière feutrée qui, en prenant des formes homogènes, a systématiquement visé à transformer les conflits de travail en luttes collectives.

Le deuxième chapitre recense les principales sources disponibles pour écrire une « histoire sensible de la contestation ouvrière » (p. 19). L'ouvrage met au jour une documentation inexploitée, principalement issue des comités de grève et des groupes de soutien, qui restitue la dimension politique des conflits de travail. Ces sources rassemblent notamment les archives des organisations d'extrême gauche, qui ont fréquemment fait office de relais pour les mouvements de travailleurs. Plus intéressantes, et aussi plus rares, sont les publications de groupes politiques et « parasyndicaux » (p. 24 *sq.*). C'est sous cette appellation que l'auteur désigne les comités de grève, les groupes de travailleurs se réclamant d'un syndicalisme de classe ou

8. B. GEHRKE et G.-R. HORN (dir.), *1968 und die Arbeiter: Studien zum « proletarischen Mai » in Europa*, Hambourg, VSA-Verlag, 2007 ; X. VIGNA, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

9. D. SKENDEROVIC et C. SPÄTI, *Les années 68. Une rupture politique et culturelle*, Lausanne, Antipodes-Société d'histoire de la Suisse romande, 2012.

encore les « groupes de base » (comités unitaires) présents dans les différents secteurs. Ces derniers publient parfois des périodiques et revendiquent une autonomie à la fois par rapport aux syndicats et par rapport aux groupuscules révolutionnaires. La plupart des sources identifiées proviennent des fonds recueillis par l'association Archives contestataires (coéditrice de l'ouvrage), laquelle accomplit depuis 2008 un remarquable travail de récolte d'archives des mouvements de 68, de mise en valeur des fonds et de diffusion éditoriale.

Le troisième chapitre examine la grève de l'entreprise du bâtiment Murer, présentée comme le moment inaugural du cycle de contestation ouvrière. En 1970, 200 ouvriers, saisonniers espagnols et italiens, font grève à Genève pour protester contre l'incapacité de leur employeur à les loger. Outre le succès de ce mouvement – les revendications des grévistes seront satisfaites –, cette grève témoigne d'une volonté affirmée d'élargissement de la lutte et de l'autonomie de la commission ouvrière, qui va à l'encontre du syndicat de la branche (FOBB), lequel condamne la grève et s'en tient aux conventions collectives négociées avec le patronat. Au cours de cette mobilisation, un comité de soutien aux grévistes est animé par des militants d'extrême gauche, qui est alors en voie de constitution.

Rompant avec une focalisation qui se concentrerait seulement sur les grèves, la dernière partie de l'ouvrage décrit des phénomènes contestataires moins spectaculaires et met en évidence un quotidien ouvrier marqué par l'isolement, la division entre travailleurs et la résignation. L'auteur restitue le travail de construction d'une contestation au sein de deux entreprises genevoises : Gay Frères et Lucifer. Dans le premier cas, l'action politique a été fomentée par le groupe femmes d'une organisation d'extrême gauche, qui a révélé les dures conditions de travail auxquelles étaient soumises les ouvrières. Le deuxième cas illustre la constitution progressive d'un groupe de travailleurs qui s'opposent aux mesures de réorganisation de la production. Ces deux exemples mettent en lumière le quotidien de travailleurs et surtout de travailleuses, qui doivent faire face à l'individualisation des conflits de travail. Tous deux relèvent de ce que l'auteur désigne comme des moments « infra-politiques, c'est-à-dire où le vécu des agents n'est pas encore constitué en revendications collectives » (p. 106). En outre, cette partie permet de saisir l'articulation entre le travail politique des organisations d'extrême gauche et les luttes concrètes.

Frédéric Deshusses propose un livre hybride, qui n'est ni une synthèse historique, ni une monographie des conflits de travail, mais plutôt un instrument de travail. Il définit comme enjeu majeur la « lutte pour la représentation légitime de la classe ouvrière » (p. 109), qui était auparavant l'apanage d'un mouvement syndical soumis depuis la fin des années 1930 à la « paix du travail » (partenariat entre syndicats et patronat). Or, pendant la décennie contestataire, les syndicats n'ont pas l'initiative des mouvements de grève. Au contraire, ils cherchent à freiner les « grèves sauvages », sur lesquelles ils n'exercent aucun contrôle et qui mettent en péril leur politique de collaboration avec les organisations patronales. Ce sont essentiellement les organisations d'extrême gauche qui bousculent alors les cadres traditionnels de la représentation ouvrière, en critiquant les syndicats et en permettant à la contestation ouvrière de quitter les lieux de production. Dans ce contexte, Frédéric Deshusses invite à « rompre avec les catégories de l'échec et du succès qui sont trop souvent à l'œuvre quand il s'agit d'évaluer les mouvements sociaux des « années 68 » » (p. 108), pour interroger de manière plus féconde les rapports entre militants politiques et ouvriers. Cette proposition stimulante permet de restituer une histoire dans laquelle se croisent des trajectoires d'ouvriers, de militants politiques, de syndicalistes et de patrons.

Cette décennie de protestation ouvrière a mis en avant une série de thématiques délaissées par le mouvement ouvrier traditionnel, qui contribuent à politiser les

conflits de travail et à les faire sortir hors des entreprises. Ces thématiques concernent les rapports hommes-femmes, ceux qui lient ouvriers et maîtrise, ou encore les rapports entre travailleurs suisses et étrangers. Formant l'essentiel de la main-d'œuvre du secteur secondaire, les immigrés, et notamment les travailleurs saisonniers, seront d'ailleurs les premières victimes de la crise économique du milieu des années 1970.

Le cycle de contestation ouvrière se manifeste de façon bien plus intense en Suisse romande qu'en Suisse alémanique, comme le montre l'utile tableau chronologique des grèves de la période 1969-1979 (p. 123-126). De ce point de vue, on regrette que Frédéric Deshusses renonce à expliquer la faiblesse de la contestation alémanique, où se trouvent pourtant les principaux centres de production industrielle. La focale régionale adoptée, qui se concentre sur le canton de Genève, paraît ainsi réductrice pour un ouvrage dont le titre fait référence à l'ensemble de la Suisse. Par ailleurs, le lecteur aurait apprécié davantage d'éléments de présentation (histoire, idéologie) des groupes politiques qui sont actifs durant cette période. À la décharge de l'auteur, l'historiographie helvétique demeure très lacunaire sur la gauche radicale des années 68.

Malgré ces réserves, ce livre, abondamment illustré, atteint parfaitement son double objectif, à la fois comme introduction à la thématique et comme instrument de travail. Il appartient désormais à l'historiographie suisse de répondre à l'« invitation à la recherche » (p. 107) lancée par cet ouvrage pionnier et de s'attaquer au vaste chantier que représentent les contestations ouvrières des années 1970.

Nuno PEREIRA

**Carole VILLIGER, *Usages de la violence en politique (1950-2000)*, Lausanne, Antipodes, « Histoire », 2017, 296 p.**

Au commencement est le mythe tenace d'une Suisse îlot de tranquillité, épargnée par les conflits sociaux et politiques violents. Pour le déconstruire avec beaucoup d'efficacité, Carole Villiger analyse les différents usages de la violence en politique dans la Suisse des années 1950 à aujourd'hui. Son étude repose sur le dépouillement de précieux fonds d'archives dont certains étaient jusqu'alors inexplorés : archives fédérales, archives de l'Institut für Sozialforschung de Hambourg et nombreux fonds d'organisations ou de militants. Treize entretiens menés dans une diversité de milieux sociaux et politiques concernés par son objet permettent de combiner les échelles et les approches en croisant analyses macropolitiques et trajectoires individuelles. Ils autorisent une approche du coût individuel durable du recours à la violence, s'agissant en particulier des condamnés à des peines de prison parfois longues.

Les trois premiers chapitres de l'ouvrage sont respectivement consacrés aux actions violentes ayant opposé séparatistes et antiséparatistes dans le canton de Berne à partir des années 1950, et ce durablement, à celles de l'extrême gauche à partir des années 1960 et à celles de l'extrême droite à partir du début des années 1980. Deux chapitres abordent ensuite les actions violentes menées en Suisse par les réseaux transnationaux européens entre les années 1970 et 1990, et les « coalitions transversales » qui se nouent autour des mouvements de décolonisation et de libération, avec une attention particulière pour les soutiens que des militants suisses ont apportés aux uns et aux autres. Ces études empiriques s'organisent autour d'une question centrale : pourquoi des mouvements et des individus recourent-ils à la violence ? Question qui en appelle aussitôt d'autres : la violence est-elle une ressource parmi d'autres, relevant des répertoires d'action permettant de s'imposer dans l'arène politique institutionnelle, le moyen de donner plus de visibilité à une action ? Résulte-t-elle d'un engrenage provoquant une escalade ? Est-elle au contraire le fruit d'une

démarche théorique ou stratégique qui voit en elle le meilleur moyen, sinon le seul efficient ? Le recours à la violence par certains mouvements antinucléaires ne va-t-il pas à l'encontre des actions menées par ceux qui combattent pour la même cause, mais s'inscrivent dans une logique institutionnelle ?

La Suisse doit à sa situation carrefour, à son statut et à sa culture politique de présenter certaines spécificités en matière de violence politique. Contrairement à ce que l'on pourrait spontanément penser, la démocratie directe et les instruments institutionnels qu'elle met à la disposition des citoyens n'excluent aucunement le recours à la violence. La nature fédérale de l'État est à l'origine de conflits spécifiques, abordés dans le premier chapitre. Les trois ensembles linguistico-culturels qui le composent et la porosité avec les pays frontaliers engendrent des cultures politiques singulièrement disparates parmi les extrêmes gauches et, à moindre titre, les extrêmes droites, avec un répertoire d'action et des usages de la violence qui empruntent à l'Allemagne, à l'Italie ou à la France, en particulier dans les années 1970. Carole Villiger montre ainsi que 80 % des actions violentes se sont déroulées en Suisse alémanique, à Zurich en premier lieu, tandis que leur usage demeurerait faible en Suisse romande, en épousant là les spécificités françaises analysées par Isabelle Sommier<sup>10</sup>. La Suisse italienne, dans un entre-deux, a emprunté, pour elle, à la dimension contre-culturelle de la contestation qui s'est imposée en Italie, via les *Kommune* en particulier.

La culture politique suisse, qui « a privilégié tout au long du XX<sup>e</sup> siècle une vision d'un petit État entouré de voisins menaçants », répond des approches de la violence par les autorités dont l'analyse constitue un des points forts de l'ouvrage. Carole Villiger, qui s'interroge sur la question de savoir où placer le curseur entre un acte qui est violent et un autre qui ne l'est pas, montre en effet que, pour les autorités ou les médias, la violence ne repose pas sur une définition objective mais sur une construction, des faits identiques pouvant être qualifiés ou non de violents. Du fait de la guerre froide et de la crainte permanente du péril communiste, toute velléité provenant de la gauche est ressentie comme une menace sérieuse pour le pays, induisant l'usage du terme « terroriste », alors que la tolérance est plus grande quand il s'agit de l'extrême droite ou de mouvements qui, tels les antinucléaires, doivent à leur cause de jouir d'une forte popularité. Ce que les autorités politiques considèrent comme violent de la part des mouvements suisses tient en effet moins à la matérialité des faits ou au degré de violence d'une action qu'à la représentation du danger qu'elles constituent pour l'adversaire, et grande est la variabilité des actions violentes selon qui l'évalue. L'indulgence et le degré de tolérance sont, en regard, d'autant plus grands que les actions violentes et leurs auteurs ne prennent pas pour cible les institutions étatiques. Ils se réduisent à peu dans le cas contraire, face à ce qui est perçu comme menaçant l'ordre établi, les valeurs traditionnelles ou remettant en cause l'organisation sociale jusque dans la sphère privée, pour ce qui concerne par exemple les *Kommune*. Un attentat à l'explosif considéré comme l'œuvre d'une jeunesse idéaliste dans les années 1960 pourra ainsi être vu comme « terroriste » dans les années 1980.

L'auteur montre que la notion de « terrorisme » connaît les mêmes variations. Les séparatistes et les antiséparatistes, qui mobilisent pourtant un répertoire aussi violent que l'extrême gauche, ont rarement été considérés comme des terroristes. À partir de 1970, l'extrême gauche est au contraire systématiquement qualifiée ainsi, sans que le terme ait fait l'objet de la moindre définition. Carole Villiger cite un commissaire de police écrivant en 1985 : « il existe presque autant de définitions

10. I. SOMMIER, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998.

[du terrorisme] que d'auteurs. Je pars cependant du principe assez évident que nous savons de quoi nous parlons ». Le terme n'est quasiment pas utilisé s'agissant de l'extrême droite.

Les actions abordées dans les chapitres 4 et 5 doivent à la richesse des fonds archivistiques qui ont été consultés d'apporter des éléments précieux à l'histoire de certains conflits externes projetés sur le sol de la Suisse. Retenons, parmi bien des exemples, les éléments apportés sur la Main rouge, cette organisation fictive créée par le SDECE au début des années 1950 pour dissimuler ses activités homicides. Le point de vue des autorités dépend ici encore de la nature des auteurs plus que de la matérialité des faits qualifiés de violents : Carole Villiger montre comment leur approche et leur traitement sont surdéterminés par les relations internationales, avec par exemple une évidente indulgence quand la violence vise le consulat espagnol à l'époque franquiste, ou, pour les actes en lien avec la guerre d'Algérie, un basculement après 1956. Atteinte par les retombées de la plupart des conflits qui secouent la planète et peinant à trouver un traitement adéquat face à la diversité de ces mouvements, la Suisse adhère à un système commun européen, au début des années 1980, « pour empêcher qu'elle ne devienne le refuge des terroristes européens ». Sans modification radicale de la situation.

C'est assez dire que cette analyse des cultures politiques en Suisse via la question de la violence déborde à plus d'un titre son champ d'observation. L'ouvrage de ce pays carrefour est une étude des circulations culturelles et physiques, soulignant en permanence la porosité des frontières, qu'il s'agisse des frontières internes à cet État fédéral qu'est la Suisse, de ses frontières avec les pays voisins, des frontières entre les extrêmes gauches et les extrêmes droites ou des frontières sémantiques. Il autorise et requiert en permanence une réflexion conceptuelle sur les notions de violence, de terrorisme ou d'extrémisme, dont Carole Villiger montre qu'elle varie selon les historiographies allemandes, anglo-saxonnes et françaises. Réflexion dont il est sans doute inutile de préciser ici l'urgence et l'importance.

Danielle TARTAKOWSKY

## CONTESTER L'AUTORITÉ : DU PACIFISME À LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE

**Ambre IVOL, *Du pacifisme en Amérique. Howard Zinn et la gauche, de la Seconde Guerre mondiale au Vietnam*, Paris, Armand Colin, 2017, 288 p.**

L'ouvrage d'Ambre Ivol, issu de sa thèse de doctorat, aborde un chapitre mal connu, y compris par de nombreux nord-américanistes : les mouvements pacifistes aux États-Unis formés après la Seconde Guerre mondiale. Ce thème sonne comme une contradiction : comment émerge une tradition pacifiste dans un pays engagé depuis plus d'un siècle dans de nombreux conflits internationaux et où la violence impacte les rapports sociaux depuis ses origines ?

Entre 1945 à 1975, de la Seconde Guerre mondiale à la guerre du Vietnam, Ambre Ivol montre que le pacifisme, et à travers lui l'histoire de la gauche aux États-Unis, n'est pas anecdotique. Au contraire, il est un aspect récurrent – même si peu visible – du débat public aux États-Unis. Par un récit sur la longue durée, mêlant généalogie de la contestation et focus sur des trajectoires individuelles (leaders politiques ou universitaires pacifistes), l'auteure montre que le pacifisme

fait partie de l'histoire de la nation américaine. Du début du XX<sup>e</sup> siècle à nos jours, il est un instrument dans les luttes contre les discriminations, voire un recours pour les critiques du pouvoir fédéral. Il est aussi une idéologie de la « convivance » que certains chercheurs-activistes, dont Howard Zinn, fil rouge de cet ouvrage, utilisent pour penser les rapports politiques et sociaux dans le monde. Les mouvements Black Lives Matter et March For Our Lives confirment aujourd'hui que les manifestations pacifiques et la résistance passive ont toujours été des modes d'expression d'une citoyenneté américaine.

Cette monographie replace donc le pacifisme dans une temporalité longue qui fait apparaître un microcosme pacifiste où les relations entre membres de partis, vétérans, représentants des minorités dites « ethniques », étudiants et syndicalistes initient des actions collectives et des coalitions. Le pacifisme est à la fois une critique de la capacité de l'État à choisir ce qui est bon pour le peuple et un refus de guerres menées au nom des Américains. Ambre Ivoll montre qu'il n'existe pas un discours pacifiste homogène. Les scissions politiques et idéologiques comme les conflits de personnes ont conduit à un éparpillement des pratiques et des idées qui ont fait émerger des pacifismes aux formes diverses. Entre les années 1940 et 1950, le Parti communiste américain le conçoit comme une synthèse de l'esprit de la révolution de 1917 et d'un socialisme révolutionnaire américain pourtant ancré dans « le monde libre ». Les syndicats le voient comme une stratégie du *bottom-up*, tandis que, dans les années 1960 et 1970, les étudiants, notamment représentés par le SDS (Students for Democratic Society), l'utilisent pour rappeler que le « gouvernement *du* peuple [doit être] *par* le peuple et *pour* le peuple ». Les trajectoires se croisent, à l'image de celles de Howard Zinn, Dave Dellinger et Daniel Berrigan, penseurs et activistes pour qui le pacifisme oscille entre antimilitarisme, épitomé d'une lutte démocratique globale et mise en œuvre du principe chrétien : « tu ne tueras point ». Chaque individu, chaque groupe compose son pacifisme.

De manière prévisible, cette idéologie apparaît dans les marges de la société américaine, au sein des mouvements ouvriers, dans les syndicats et parmi les minorités racisées. Elle est d'abord et toujours portée par un espoir de justice sociale. Cependant, l'auteure montre que le pacifisme ne devient jamais une pensée dominante dans les mobilisations politiques américaines. Il intègre des répertoires de la lutte et initie de nouvelles formes d'actions (les *sit-ins* ou les *teach-ins*) pour les laissés-pour-compte. Il semble nécessairement être un discours de la dissidence qui va au-delà de la désobéissance civile chère à Henry David Thoreau. En effet, à la lecture de ce livre, on comprend que, pour ces groupes, le pacifisme est un moyen de s'appropriier le champ politique et non plus de le subir. Ils l'utilisent pour parler pour eux-mêmes.

Howard Zinn fait le lien entre ces différents vécus. Descendant d'immigrés juifs, issu de la classe ouvrière et engagé volontaire dans l'armée à 20 ans, Zinn expérimente la guerre comme on fait ses classes. Dans les avions bombardiers au-dessus de l'Allemagne, il ne voit d'abord pas les destructions que la guerre cause, galvanisé par l'imaginaire d'une « guerre juste » (et donc justifiée) contre le fascisme. Le largage de napalm sur Royan en 1945 lui fait saisir l'horreur qui va de pair avec la guerre. À son retour aux États-Unis et comme d'autres vétérans, il s'intéresse au pacifisme, seule issue selon lui d'une gouvernance mondiale qui ne mettrait pas en péril ses populations. Sa carrière d'historien sera tant un perpétuel questionnement sur le caractère inévitable de la guerre et son inefficacité à résoudre les conflits, qu'un combat pour l'égalité des classes populaires et des minorités.

Le parcours de Zinn illustre les glissements sémantiques du pacifisme aux États-Unis. Les premiers pacifistes sont des vétérans qui, à l'image de Gary Davis, GI défenseur d'un monde sans frontières, s'y engagent par aversion pour la guerre. Le

pacifisme exprime leur défiance vis-à-vis d'un État qu'ils jugent menteur. Le pacifisme des minorités, en l'espèce les Africains-Américains, est, lui, un instrument contre la violence d'État. Leur participation aux guerres signale de manière saillante les contradictions d'un État qui dit défendre la démocratie, mais discrimine une partie de ses citoyens. La guerre est alors le révélateur d'une injustice et non une opposition première à cette forme de conflit. D'ailleurs, le recours au pacifisme par les Africains-Américains n'est pas uniquement le fait des organisations non violentes fondées dans les années 1950, ni seulement celui de syndicalistes comme A. Philip Randolph et de militants comme Bayard Rustin, qui ont rejoint le Mouvement pour les droits civiques. La non-violence est un instrument politique pour les Africains-Américains depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. On se souvient notamment des marches de l'UNIA (Universal Negro Improvement Association) de Marcus Garvey dans les rues de Harlem dans les années 1920. Enfin, dans les années 1960 et 1970, le pacifisme est pour les étudiants objecteurs de conscience et manifestants des campus universitaires une critique des tendances hégémoniques des États-Unis dans le monde et de leur polarisation par la guerre froide.

Ces définitions ouvrent une discussion théorique que je pose ici tout en sachant qu'elle relève d'une histoire des idées et n'est pas l'objet du présent ouvrage. L'auteure utilise alternativement les termes *pacifisme* et *non-violence*. Pourtant, il me semble que le pacifisme signifie d'abord le refus de participer à tout conflit armé en vue d'atteindre la paix, alors que la non-violence est un rejet de la violence, qu'elle soit étatique, personnelle, politique ou sociale. Elle travaille en local et est d'abord une action de terrain, n'a pas l'ambition de changer les relations du monde et d'atteindre la paix. Si le pacifisme s'appuie sur la non-violence, il possède la dimension nationale et transnationale d'une idéologie de la libération que, selon moi, la non-violence ne porte pas.

L'impression qui ressort de cet ouvrage foisonnant est que le pacifisme a initié des trajectoires politiques qu'il est difficile de faire tenir ensemble. L'auteure réussit cependant à en faire la synthèse. Elle choisit d'en rendre compte par des allers-retours entre une description des mouvements et leur illustration par quelques parcours de vie, comme ceux de Dave Dellinger ou Daniel Berrigan. C'est d'ailleurs l'une des rares difficultés de lecture de ce livre : l'auteure s'appuie sur la méthode du kaléidoscope utilisée par Howard Zinn. Certains points sont donc évoqués par segments à différents moments du livre. On revient par exemple plusieurs fois sur la conscription et sur la notion de « coalition », qui s'applique à celle des Alliés comme aux partenariats entre pacifistes. Cette profusion de noms, de mouvements et de stratégies aurait pu être éclaircie par l'ajout d'un index ainsi que par une présentation approfondie des principaux acteurs, comme Dellinger, permettant au lecteur néophyte de saisir en quoi ils sont incontournables.

La figure de Howard Zinn apparaît finalement par *snapshots*. S'il est le fil conducteur du livre, il n'en devient jamais le centre. Sa relation avec la gauche, annoncée dans le titre, n'est pas le cœur de l'ouvrage. Au vu des nombreuses archives personnelles que l'auteure a visiblement collectées, on peut supposer qu'une future biographie intellectuelle pourrait aisément compenser ce manque et justifier de la trajectoire exceptionnelle de cet historien.

Par ailleurs, pour le lecteur novice en relations internationales, il aurait été utile de marquer plus clairement les grands événements nationaux et internationaux ayant influencé les pacifistes américains. Par exemple, on devine que l'entrée des États-Unis dans la guerre froide a bouleversé les pratiques des pacifistes au-delà du parti communiste. On aurait aimé un cadrage plus précis, quelques dates repères, par exemple sous la forme d'une brève chronologie en fin de volume. Enfin, et puisque cette histoire est à la fois nationale et internationale, il aurait été intéressant

de discuter plus avant des changements du monde, particulièrement entre 1957 et 1975, et de leurs effets sur les milieux pacifistes. Par exemple, la conférence de Bandung, les indépendances africaines et asiatiques (rapidement mentionnées p. 157) ou l'émergence d'idéologies tiers-mondistes. Ces événements sont mentionnés de manière un peu rapide.

Malgré ces quelques défauts de « spécialiste », cet ouvrage est une très bonne synthèse, qui montre que le pacifisme n'est pas une importation dans la narration américaine, mais participe au contraire de sa fabrique.

Sarah FILA-BAKABADIO

**Jean BÉRARD, *La Justice en procès. Les mouvements de contestation face au système pénal (1968-1983)*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2013, 296 p.**

Les études sur « les années 68 » ont fait l'objet depuis 1998, trentième anniversaire de la commune étudiante, d'un vaste chantier historiographique et sociologique. Ces travaux ont montré, pensons à ceux de Michelle Zancarini-Fournel et ceux de Xavier Vigna<sup>11</sup>, l'importance de l'insurrection ouvrière mais aussi son caractère international et son multcentrisme. On croyait le dossier en partie épuisé et certains travaux parus depuis 2008 relevaient de la répétition. Or, c'est une remarquable et très fine revisite des luttes des années 1970 que propose Jean Bérard dans cet ouvrage, issu de sa thèse d'histoire sous la direction de Danielle Tartakowsky. Le regard s'est focalisé sur une question souvent délaissée et pourtant centrale : quels rapports le mouvement de contestation de l'autorité a-t-il entretenus avec l'appareil d'État que constitue la justice pénale ? L'auteur aborde également la question des immigrés (droit administratif) et celle des accidents professionnels (droit du travail), dans la mesure où sa thèse traite de la manière dont ces droits deviennent des objets de luttes. Pour approcher et penser une telle question, non l'idée de justice mais son institution et ses pratiques, l'auteur mobilise trois concepts venus de traditions différentes. Le premier, forgé par l'historien canadien Alvaro Pires, est celui de « rationalité pénale moderne », qui permet à Jean Bérard de définir la manière dont les mouvements sociaux se sont situés par rapport à une conception dichotomique de la justice (le civil et le criminel) qui domine depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, présentant quatre traits fondamentaux : hostilité, abstraction, négativité et atomisme. Le deuxième concept, issu des travaux statistiques, est celui de « filières pénales ». Il désigne « l'ensemble des mécanismes d'orientation et de sélection qui jalonnent la chaîne pénale ». L'auteur y adjoint une troisième notion, développée par Michel Foucault, celle de « foyers d'expérience ». Jean Bérard définit son travail comme une étude « sur l'émergence, après 1968, de foyers d'expérience en matière pénale créés pour contester tout ou partie de la rationalité pénale et du fonctionnement des filières pénales » (p. 27).

L'auteur montre comment un véritable retournement s'opère au milieu des années 1970 : la contestation révolutionnaire de la pénalité devient très vite un souci de limitation de la répression qui conduit à un éclatement des positions militantes avec, pour certains, l'acceptation de la loi comme moyen ou lieu de lutte.

Quatre figures marquent la première partie de l'ouvrage : les militants politiques, les prisonniers de droit commun, les femmes et les homosexuels. Jean Bérard met

11. X. VIGNA, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007 ; M. ZANCARINI-FOURNEL, *Le moment 68, une histoire contestée*, Paris, Éditions du Seuil, 2008 ; B. GOBILLE, *Mai 68*, Paris, La Découverte, 2008.

très bien en valeur, en rouvrant chacun des dossiers, comment ils forment un front uni, en dépit du caractère « local » de chacune de ces luttes. C'est bien le caractère « antirépressif » qui domine, y compris lors du moment libéral giscardien. Le rapport à la loi change, non pas, par exemple, parce que la loi Veil sur l'IVG est adoptée, mais parce que l'espoir révolutionnaire s'amenuise. Il s'agit désormais, selon Jean Bérard, de faire « transiter » ces « aspirations » par la justice pénale.

Les figures de la première partie s'effacent pour laisser place à des luttes de qualification : le viol comme crime, les discriminations comme délits ou l'abaissement de la majorité sexuelle. On assiste donc à une forme de recours à la répression pénale. Ce nouveau rapport à l'écriture de la loi est souvent associé à l'arrivée au pouvoir en 1981 de la gauche. Or, contrairement à l'idée reçue, l'essentiel de « la mise en procès de la justice » a lieu avant l'élection de François Mitterrand. L'auteur montre que l'abolition de la peine de mort par Robert Badinter est le point le plus visible, mais sans doute ultime, d'une profonde mutation de la justice pénale qui débute au début des années 1970.

L'ouvrage de Jean Bérard est précieux, il participe de l'émergence d'une nouvelle histoire de la justice. On pourrait lui adresser le reproche de faire peu de cas de la loi du 31 décembre 1970 sur l'usage et le trafic de stupéfiants ou des lois sur la prostitution, largement contestées par le mouvement des prostituées, notamment à Lyon en 1975<sup>12</sup> – deux dossiers dont le mouvement social à encore du mal aujourd'hui à se saisir.

Philippe ARTIÈRES

**Marianne DEBOUZY, *La désobéissance civile aux États-Unis et en France, 1970-2014*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Des Amériques », 2016, 202 p.**

En instituant l'individu pour centre de la société, la philosophie politique américaine lui confère *ipso facto* le droit à la divergence d'opinions : en vertu d'un tel droit, le citoyen peut cesser d'être consentant et le consentement donné par le peuple à l'État est révoquant. En 1859, dans *La désobéissance civile*, Henry David Thoreau codifie à sa manière ces principes que les Américains font remonter aux fondements de la République. Ce célèbre essai, empreint de transcendantalisme, affirme que l'Homme est capable de décider en son âme et conscience de ce qui est juste. Il inspire puissamment et durablement de nombreux mouvements, dont celui porté aux États-Unis par Martin Luther King, mais également, par-delà les frontières, celui incarné par Gandhi.

Cet essai et les mouvements qui s'en réclament n'ont en revanche eu longtemps qu'un faible retentissement en France, où l'objection de conscience s'est inscrite avec plus d'évidence dans une tradition anarchiste. Les différences manifestes entre les deux États s'expliquent en partie par les différences dans le rapport au droit et au religieux. Marianne Debouzy souligne en particulier que la culture républicaine de la France ne reconnaît de face-à-face qu'entre le citoyen et l'État, là où la culture protestante ou libérale fait passer l'autonomie du citoyen par la communauté des corps intermédiaires.

Aussi faut-il attendre les années 1990 pour que la notion de « désobéissance civile », et les pratiques qui lui sont afférentes, s'acclimatent en France. Cette expression surgit dans le vocabulaire politique français en 1997, lors de la contestation

12. L. MATHIEU, « Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises », *Revue française de sociologie*, n° 40, 1999, p. 475-499.

de la loi sur l'hébergement des étrangers, à l'appel initial d'un collectif de cinéastes, puis gagne d'autres secteurs, dont les instituteurs. L'essai de H. D. Thoreau fait, simultanément, l'objet de sept éditions de cette décennie à 2011, cependant qu'une relecture de la Résistance, valorisant la légitimité du « Non » par rapport à une discipline inique, vient doter la dite « désobéissance » d'actes fondateurs qui lui seraient spécifiques.

Selon Marianne Debouzy, cette circulation tardive de la « désobéissance civile » d'une rive de l'Atlantique à l'autre s'alimente d'une seule source d'inspiration, sans qu'il y ait le plus souvent de liens étroits, ni d'échanges programmés, entre les mouvements qui la pratiquent ou s'en réclament. Ce qui laisse ouverte la question de son émergence et de sa greffe. Greffe au demeurant suffisamment complexe pour que certains de ses sectateurs, dont José Bové, lui préfèrent presque aussitôt l'expression de « désobéissance civique », qui n'en est pas l'exact synonyme. Cette désignation évacue la notion de civilité et, par son entremise, de non-violence pour muer ce qu'elle désigne en expression redéfinie de la citoyenneté, autorisant l'émergence d'un droit nouveau. Elle favorise un basculement d'une affirmation personnelle de la conscience individuelle vers des pratiques collectives affirmées.

Marianne Debouzy étaye son propos en dressant un tableau des désobéissances civiles ou civiques à l'œuvre dans chacun des deux pays, dans divers champs de contestation depuis les années 1970.

Elle s'attache d'abord aux opérations de désobéissance civile développées contre l'armée américaine au sortir de la guerre du Vietnam, une guerre dont certains des récits de vie parsemant l'ouvrage révèlent la dimension refondatrice au regard du sujet retenu chez bien des individus qui s'en réclament ultérieurement sur d'autres fronts. Le chapitre qui leur est consacré décrit plus particulièrement les luttes engagées avec le soutien actif de certaines Églises et, parfois même, à leur initiative, contre des dispositifs destinés à soutenir les dictatures d'Amérique latine durant les années 1970 (en particulier l'École des Amériques qui fut une école de cadres *ad hoc* et de tortionnaires). Il n'apparaît pas totalement convaincant de prolonger ce chapitre par le rappel du mouvement de défense du Larzac. S'il s'inscrit assurément dans cette même séquence chronologique et prend pareillement pour cible des objectifs militaires, il nous paraît cependant relever davantage des « nouveaux mouvements sociaux », dont le rapport avec la désobéissance civile n'est pas univoque. Les mises en regard sont plus pertinentes à partir du deuxième chapitre qui correspond, du reste, à l'irruption, déjà mentionnée, de la notion de « désobéissance civile » en France. Il aborde les mouvements de défense et de protection des immigrés sans papiers qui, aux États-Unis, impliquent souvent des acteurs, Églises en premier lieu, précédemment impliqués sur le premier des fronts. Le troisième chapitre traite de la question des SDF et des mal-logés, prise en charge par des mouvements peu ou prou contemporains d'une rive à l'autre de l'Atlantique, mais qui cependant diffèrent singulièrement s'agissant des formes d'action ou des acteurs impliqués. Le quatrième chapitre, qui concerne les mouvements anti-avortement, présente une double spécificité. Il aborde des mouvements conservateurs qui s'inscrivent dans la même séquence chronologique que les mouvements qu'on peut qualifier de progressistes et empruntent avec d'autant plus d'évidence au répertoire de la désobéissance civile qu'il s'enracine dans une philosophie qui leur est constitutive. Ces mouvements nés en réaction aux législations qui libéralisaient l'avortement dans les deux États se distinguent de ceux qui ont été évoqués préalablement, en ce qu'ils instituent et construisent précocement une circulation de militants et de répertoires d'action des États-Unis vers la France. Ce qui vaut aux mouvements français, qui n'ont jamais adhéré aux principes de la philosophie politique républicaine, d'entretenir des liens effectifs avec leurs homologues et précurseurs américains. Les mouvements

antinucléaires (qui ne relèvent pas tous de la désobéissance civile), anti-OGM et écologistes font l'objet des trois derniers chapitres.

Cette traversée thématique peut donner le sentiment d'une sectorisation sans cesse accrue des motifs d'engagement, doublée, dès lors qu'il s'agit de désobéissance civile, d'une individualisation qui lui serait constitutive. Mais quelques éléments obligent à nuancer. Les acteurs abordés par Marianne Debouzy sont souvent ceux-là mêmes qui ont contribué à la réinscription des marches dans le répertoire d'action français, dans une chronologie similaire, marches qu'on pourrait tenir pour une modalité de construction du collectif à partir de positions initialement éthiques et individuelles<sup>13</sup>. Les développements consacrés au mouvement de défense des grands séquoias, aux États-Unis, révèlent, par ailleurs, une montée en généralité qu'on peut qualifier de politique.

Ces sept chapitres s'appuient sur une relecture des travaux récents, américains et français, consacrés à chacun des champs d'action, au prisme de la question de la désobéissance civile, au risque de certaines disparités d'approche dès lors que tous ne s'y prêtent pas avec la même évidence. Le lecteur plus familier des mouvements français découvre avec un profond intérêt le rôle progressiste et majeur joué par de nombreuses Églises protestantes et sectes dans différents domaines : ainsi le mouvement *Sanctuary*, minoritaire et œcuménique, porté par les quakers et par une majorité d'organisations protestantes, presbytériennes, luthériennes, baptistes mais aussi catholiques et juives, révélant s'il en était besoin la diversité du paysage religieux américain. Il prend la pleine mesure, avec une stupéfaction parfois teintée de terreur, de la violence à l'œuvre de la part d'adversaires de la désobéissance civile déployée à l'encontre de l'armée, sur le terrain de l'écologie ou, face à l'avortement, parmi ceux qui pourtant se réclament de ce mode de contestation présumé synonyme de non-violence.

L'irruption de la désobéissance civile, écrit Marianne Debouzy, contribue à redéfinir la démocratie en affirmant qu'elle ne repose pas sur le seul effet du vote majoritaire, mais sur le respect des droits de l'homme et la protection des minorités. Du moins nous paraît-il nécessaire de diversifier les chronologies pertinentes pour la France et les États-Unis. Qu'elle ait connu un regain dans les États-Unis des années 1970 ou, peut-être mieux, 1960, n'exclut pas que les *dissents*, constitutifs de la culture américaine, s'inscrivent dans une longue durée. Le cas français se révèle plus complexe, dès lors qu'il s'agit d'une pratique qui contrevient à ce qui fut longtemps la culture politique dominante, requérant ou révélant sa mise en crise. L'auteure tient les mouvements français qu'elle a retenus pour de « nouveaux mouvements sociaux », dans une acception qui diffère de celle d'Alain Touraine : ils « ne sont pas impulsés par des partis, [sont] marqués par Mai 68 [et] n'emploient pas des modes d'action traditionnels ». Réintégrer autant que faire se peut dans la chronologie américaine et dater, avec Jean-Christophe Rufin, du « sursaut libertaire de Mai 68 » l'avènement de « l'âge des droits de l'homme [compris comme] celui de la revanche du citoyen dressé contre l'État en défendant face à lui ses libertés et ses droits », suppose une contraction des temps qui interdit de penser la séquence 1972-1984 et qui, surtout, laisse ouverte la question de savoir pourquoi l'irruption de la notion de « désobéissance civile » ou civique ne s'opère que quelque trente ans plus tard. Il nous apparaît que ce sont effectivement les années 1990 qui marquent un seuil dans la « crise du politique » en France, caractérisée notamment par une remise en cause de l'universalisme, la poussée de ce que l'on qualifiera, selon l'idée qu'on s'en fait, d'individuation ou de subjectivisation, et la prise en compte des « communautés »,

13. M. DEBOUZY, « Les marches de protestation aux États-Unis (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », *Le Mouvement social*, n° 202, 2003, p. 15-41.

favorisant l'irruption de conceptions et de démarches face auxquelles la philosophie politique républicaine avait longtemps fait rempart. Cette remise en cause de l'universalisme contribue, du reste, à expliquer que les acteurs appartenant à des horizons politiques longtemps adverses puissent pareillement se réclamer, aujourd'hui en France, de la désobéissance civile.

Similitudes et circulations n'excluent donc pas qu'on ait affaire à des mouvements sociaux qui doivent à l'histoire politique et religieuse de l'État qui les abrite de se situer dans des champs qui se distinguent à ce point qu'il leur faut inventer de nouveaux termes. Font exception les pro-vie, dont l'inscription en rupture avec la culture politique dominante en France autorise une plus forte similitude avec leurs homologues américains.

On aura compris que cet ouvrage permet une retransmission stimulante de bien des questions relatives à la crise contemporaine du politique.

Danielle TARTAKOWSKY

## SYNDICALISME ET QUESTIONS INTERNATIONALES

**Alexandre ELSIG, *La Ligue d'action du bâtiment. L'anarchisme à la conquête des chantiers genevois dans l'entre-deux-guerres*, Lausanne-Genève, Éditions d'en bas-Collège du travail, 2015, 183 p.**

L'histoire de l'anarchisme en Suisse est souvent associée à la période de l'Internationale anti-autoritaire des années 1870, alors que Bakounine et les membres de la Fédération jurassienne occupaient une place centrale dans le mouvement européen et que Genève était la terre d'accueil de militants exilés. Le travail d'Alexandre Elsig permet de rappeler que le mouvement libertaire était encore bien présent dans les centres urbains de l'entre-deux-guerres et qu'il a joué un rôle crucial dans le développement de l'action syndicale suisse. Issu d'un mémoire de master de l'Université de Fribourg, cet ouvrage s'appuie sur la Ligue d'action du bâtiment (LAB) genevoise, section d'action directe de la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB), pour analyser le fonctionnement du syndicalisme d'action directe à travers les pratiques des militants et les différentes formes prises par ce type d'intervention syndicale. Inspirée à la fois par la charte d'Amiens et un syndicalisme proche de la social-démocratie allemande, la FOBB apparaît en 1922 « sur les ruines d'une bataille perdue, dans un contexte économique défavorable et de reflux syndical » (p. 25). Dominée au départ par les communistes, la FOBB sera progressivement renouvelée grâce à la présence du manœuvre Lucien Tronchet, « habile polémiste », et un des piliers du groupe du *Réveil* fondé autour du journal anarchiste de Luigi Bertoni. Après une scolarité chaotique, un passage comme apprenti en boulangerie après un vol avec effraction, un temps de vagabondage en France, et une participation aux mouvements de soutien à Sacco et Vanzetti et à des actions antifascistes, Tronchet rencontre à Lyon des membres de la LAB locale, syndicat revendiquant l'usage de la violence pour défendre les accords collectifs. En octobre 1928 sont lancées les premières « chasses aux renards » du samedi après-midi, actions visant l'arrêt du travail sur les chantiers où des ouvriers travaillent en dehors des conditions obtenues par la FOBB (principalement les syndiqués chrétiens-sociaux qualifiés de « kroumirs » et de « jaunes », p. 49-50). La LAB devient l'organisme de combat à disposition des syndicats de la FOBB pour contrôler le respect des accords collectifs,

quand l'État ne le fait pas. La « bande à Tronchet » gagne une certaine notoriété du fait des conflits fréquents, des procès, des séjours en prison et des grèves de protestation (p. 54). L'action directe de la section genevoise de la FOBB prend plusieurs formes : sabotage, boycott et label ; dix-huit grèves éclatent entre 1927 et 1937 (sur vingt-neuf pour l'ensemble des organisations ouvrières du canton).

L'auteur relève cinquante-sept personnes identifiées nommément comme faisant partie de la LAB, principalement des jeunes hommes dans la vingtaine ou la trentaine, avec une répartition en matière d'origine géographique similaire à celle du monde ouvrier de Genève. Les ligueurs sont majoritairement des maçons et des manœuvres, avec aussi quelques plâtriers-peintres et ébénistes, tous ayant des casiers judiciaires, en raison notamment de la répression (p. 82-84).

La grève de septembre 1932 sur le chantier de la Société des Nations, déclaré extraterritorial et employant de nombreux Italiens et Savoyards, se termine par une bataille rangée, l'évacuation par la police et de multiples arrestations. Malgré le grand moment de solidarité, cette grève marque le début du déclin de l'action directe, dans un contexte de crise économique et de répression du gouvernement qui met les ouvriers sur la défensive. Par ailleurs, la FOBB se professionnalise avec la création de postes de secrétaires permanents et, à partir de 1934, la combativité et les idées libertaires reculent. Enfin, le terrain syndical est en partie délaissé en raison de l'importance prise par la lutte contre les fascistes et le développement de l'antimilitarisme.

L'action directe se perpétue néanmoins dans d'autres combats : le secteur du bâtiment étant marqué par le chômage, un comité de chômeurs réunissant socialistes, anarchistes et communistes est créé pour défendre les locataires insolubles. Alors qu'en novembre 1933 le pouvoir exécutif passe sous le contrôle majoritaire du Parti socialiste genevois, les luttes internes au mouvement se multiplient, principalement sur le type d'action à mettre en œuvre. Le syndicat s'essaye enfin à la démolition des immeubles insalubres afin de donner du travail « à une classe ouvrière qui en a besoin » (p. 123). Les « démolisseurs » sont poursuivis et condamnés, mais le gouvernement socialiste est critiqué par les chrétiens-sociaux. L'hiver 1935-1936, en plein pic du nombre de chômeurs, marque la fin des interventions. La FOBB n'est plus en position de force face à la multiplication de fronts de lutte et la LAB disparaît petit à petit des colonnes de *L'Ouvrier du bois et du bâtiment*, l'organe syndical.

Le sixième chapitre est consacré à l'analyse des rapports politiques entre anarchistes, communistes et chrétiens-sociaux à la fin des années 1930. Ces derniers, proches des mouvements nationalistes, montrant parfois des sympathies pour le régime mussolinien, voire hitlérien, sont considérés comme des « briseurs de grève » (p. 142), mais leurs effectifs augmentent et, vers le milieu des années 1930, la FOBB n'est plus capable de les exclure des négociations avec le patronat.

Entre anarchistes et communistes, une certaine entente a été possible grâce à leur accord de fond sur les vertus de l'action directe. Or, à partir de 1935, avec l'adoption par l'Internationale communiste d'une tactique de Front unique de la gauche, les tensions se multiplient.

Le dernier chapitre tente de comprendre le déclin des méthodes d'action directe. L'auteur l'explique par les tensions au sein du groupe du *Réveil* qu'a entraînées le tournant « réformiste » pris par la section genevoise de la FOBB (soutenu en partie par Lucien Tronchet), par la répression de plus en plus importante de la part du gouvernement fédéral, enfin par l'intérêt porté à l'Espagne, qui se solde ensuite par une déception. En août 1940, les anarchistes, communistes et trotskistes sont interdits de propagande. Tronchet, déjà en conflit avec le groupe du *Réveil*, est condamné en mars 1940 à huit mois de prison pour refus de servir, assortis d'une privation de droits civiques de cinq ans (il ne peut donc plus participer aux négociations

syndicales). Deux ans après la mort de Bertoni en 1946, il adhère, comme d'autres anciens libertaires, au Parti socialiste suisse (p. 160).

Alexandre Elsig présente l'histoire de l'émergence et du déclin de l'action directe en Suisse de façon claire, détaillée et bien structurée, suivant de près la vie du syndicat et la réalité politique et sociale locale. Le choix de respecter la chronologie tout en construisant des chapitres thématiques permet de suivre les évolutions et les changements de contexte, sans négliger les différents enjeux du syndicalisme d'action directe. L'auteur se fonde sur des sources primaires – archives personnelles, syndicales (Collège du travail à Genève ; CIRA de Lausanne) et publiques (Archives d'État de Genève et Archives fédérales à Berne) – en plus de la presse anarchiste et syndicale. Par ailleurs, l'ouvrage est très richement illustré, comportant des photos et portraits des acteurs, mais aussi des tracts, des affiches, des reproductions d'articles de journaux, des caricatures et des dessins de presse. Cette iconographie très variée accompagne le texte de façon pertinente et l'enrichit en rendant accessibles au lecteur certaines des sources utilisées.

L'accent mis sur les formes prises par l'action l'est peut-être aux dépens d'un véritable questionnement sur les profils des militants, qu'on connaît finalement assez peu, à l'exception de Lucien Tronchet, qui est le fil conducteur du récit. Le choix de privilégier l'analyse de la pratique au détriment des explications idéologiques de l'engagement ne permet pas d'élucider les rapports complexes entre anarchistes et communistes. Ces détails ne changent rien à la réussite du projet. Fidèle aux militants qu'il étudie en insistant moins sur la théorie que sur la pratique, Alexandre Elsig fournit à travers l'exemple de la LAB une contribution importante à l'analyse de l'action directe et à l'histoire du syndicalisme suisse.

Axel BARENBOIM

**Reiner TOSSTORFF, *The Red International of Labour Unions (RILU) 1920-1937*, Leyde-Boston, Brill, 2016, 918 p. [traduction par Ben Fowkes de *Profintern: die Rote Gewerkschaftsinternationale 1920-1937*, Paderborn, Schöningh, 2004]**

Si une édition française se fait encore attendre, la récente traduction de cette étude historique du Profintern permet de rendre accessibles en anglais des sources allemandes et russes. La bibliographie rassemblée permet une mise au point très utile sur l'histoire du syndicalisme international. Le résultat est un travail d'orfèvre sur une thématique historique peu étudiée, le Profintern ayant grandi sous la férule du Komintern, qui a pourtant façonné le mouvement syndical mondial pendant l'entre-deux-guerres.

En 1920, le communiste finlandais Kuusinen s'interrogeait sur l'utilité de fonder un syndicat en URSS, patrie des ouvriers. Les premiers chapitres du livre traitent de cette question de la place du syndicalisme dans le mouvement communiste et de la fondation du Profintern. L'orientation retenue augurait de l'influence de la révolution russe dans le monde et de la modalité des relations politiques et syndicales de l'URSS et du Profintern avec l'extérieur.

Zinoviev, Boukharine et Trotski soulignèrent la particularité de l'URSS par rapport aux syndicats. Pour Lénine, il était plus utile de noyauter les syndicats existants que de créer de nouvelles structures. Il était hostile à toute division. En attendant, il soulignait la nécessité de faire des compromis afin de gagner la majorité de la classe ouvrière. Au niveau national, noyautage ; au niveau international, création d'une section syndicale à l'intérieur du Komintern, organisation défendue par Zinoviev, alors président du Komintern. Karl Radek, qui considérait la relation

du Komintern au syndicat comme la question la plus importante du mouvement communiste, fut en août 1920 le rapporteur de la question syndicale au deuxième congrès de l'Internationale communiste (IC) : il fit une synthèse des positions des dirigeants communistes.

Finalement, face à une conjoncture considérée comme hostile, une Internationale syndicale rouge (ISR), le Profintern, fut créée lors d'un congrès réuni à Moscou en juillet 1921. Parmi les mesures adoptées, figurait la constitution de comités internationaux de propagande par industrie (transports, textile, métallurgie, bâtiment...), qui permettaient d'éviter les scissions tout en assurant à Moscou un contrôle sur le mouvement syndical au niveau international. D'emblée, le Profintern fut pensé comme un espace de lutte contre la social-démocratie et le capitalisme afin de conquérir le mouvement ouvrier en Europe occidentale.

L'histoire du Profintern est inséparable de la personnalité d'Alexandre Losovski, dont Reiner Tosstorff esquisse la biographie. Ce personnage méconnu intervenait à tous les niveaux de l'organisation internationale. Il pensa profiter des conflits qui agitaient le Komintern pour élargir les possibilités d'action de l'ISR dans le monde, tout en suivant les orientations politiques de l'IC, dont il devint un membre permanent et influent.

En 1929, il défendit une stratégie sur les grèves qui devaient être organisées de manière « indépendantes » des syndicats réformistes. La politique dite « d'ultra-gauche » permit la création de syndicats parallèles en Allemagne, par exemple avec la création du RGO (1929). Cette politique suscita des oppositions, notamment en France. Finalement, l'ISR ne put créer nulle part des syndicats révolutionnaires ayant une influence réelle. En 1930, son cinquième congrès masqua mal l'échec flagrant de la tactique choisie, malgré quelques grèves spectaculaires. Les Internationales rouges qui furent fondées s'appuyaient sur des organisations et des réseaux préexistants – le réseau des clubs de marins dans les ports pour l'Internationale des gens de la mer, par exemple.

Le 30 janvier 1933 marqua la fin complète de cette ligne politique. L'historien rappelle que cette date fragilisa le mouvement international communiste dans son entier. Paris devint la base la plus importante du Profintern en Europe du fait des émigrés allemands et de l'importance de la CGTU. En octobre 1933, le personnel du Profintern fut réduit de moitié, beaucoup de sections furent dissoutes. L'ISR appela à un changement de politique dès l'été 1934, alors que l'unité syndicale devenait indispensable. L'ouvrage détaille les négociations en France entre la CGT et la CGTU, qui débutèrent en octobre 1934. Dans d'autres pays, les syndicats affiliés au Profintern étaient trop faibles pour que leur fusion avec d'autres soit envisageable. La question principale restait nationale, à savoir l'entrée des syndicats soviétiques dans la Fédération syndicale internationale. Sur l'ensemble de ces éléments, l'ouvrage est nourri de recherches inédites.

Reiner Tosstorff nous raconte enfin l'histoire d'une chute. En 1935, au congrès du Komintern, Dimitrov demanda la dissolution de l'ISR. La décision fut probablement prise au plus haut niveau de l'État soviétique. Le Profintern fut purement et simplement supprimé par une décision du secrétariat du Komintern le 27 décembre 1937. Quelle fut l'influence réelle du Profintern sur les partis communistes et dans les syndicats ? Reiner Tosstorff défend l'idée que l'organisation permit d'élargir la base sociale des partis communistes en constituant un réservoir de cadres, et qu'elle favorisa leur développement. Elle influença le mouvement communiste sur les questions syndicales. Sa naissance avait été liée à la lutte contre la Fédération syndicale internationale. Sa dissolution s'inscrit, entre autres, dans la volonté de Moscou d'améliorer ses relations avec cette dernière. De fait, le Profintern était devenu une coquille vide. Sa fin confirme sa subordination totale au Komintern et donc au

pouvoir soviétique. Connaisseur sans égal du mouvement syndical international, Reiner Tosstorff trace avec finesse l'histoire d'une organisation qui suivit les soubresauts de la révolution russe : de sa naissance affermie par le « souffle d'octobre » dans le monde, à sa mort pendant la Grande Terreur stalinienne.

Constance MARGAIN

**Laurent JALABERT et Christophe PATILLON (dir.), *Mouvements paysans face à la politique agricole commune et à la mondialisation (1957-2011)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Enquêtes et documents », 2013, 250 p.**

À l'heure où les paysans bretons n'ont pas été les derniers à s'en prendre aux portiques de l'éco-taxe au sein d'un mouvement qui se revendique des « bonnets rouges » pour partie enraciné dans l'imaginaire de révoltes paysannes, la publication de cet ouvrage, issu d'une journée d'études organisée à Nantes le 4 décembre 2009, est venu rappeler la pertinence de s'intéresser aux modalités les plus récentes de la protestation paysanne. Ce projet s'inscrivait dans une double dynamique, celle d'une série de rencontres menée depuis plusieurs années par le Centre de recherche en histoire internationale et atlantique (CRHIA) de l'Université de Nantes, portant sur l'histoire contemporaine des mouvements sociaux, rencontres nourries par les riches collections du Centre d'histoire du travail de Nantes (CHT), progressivement constitué grâce à la collaboration fructueuse entre archivistes, chercheurs et militants.

Dans une histoire du mouvement social longtemps dominée par une approche très ouvriériste, les régions de l'Ouest, durablement structurées autour des activités agricoles, ont vu se développer des relations étroites et originales entre ouvriers et paysans lors de la grande période d'industrialisation de la seconde moitié du siècle, relations facilitées par l'influence considérable qu'ont eue les mouvements d'action catholique et leurs prolongements syndicaux. L'abondance des fonds relatifs aux mouvements paysans conservés par le CHT, des archives de Tanguy Prigent à celles des paysans travailleurs de l'Ouest, découle de ces années de luttes partagées, avec comme centre de gravité les années 1960 et 1970.

Les communications rassemblées dans cet ouvrage obéissent à cette même dynamique, rassemblant tout à la fois des contributions de chercheurs, historiens et politistes, des témoignages sur quelques-unes des luttes emblématiques de l'Ouest paysan, ainsi que des documents issus des fonds du CHT, autour d'une problématique, l'ouverture aux marchés extérieurs, européens et mondiaux, qui permet d'élargir l'espace chronologique et thématique.

Le volume s'ouvre par deux communications « larges », servant de cadre introductif à la thématique du colloque. Celle de Geneviève Gavignaud-Fontaine sur les débats européens autour du libre-échange et de l'intervention en agriculture, qui montrent la convergence à l'œuvre depuis les années soixante dans les milieux dirigeants européens, complétée par un rapide tableau de l'histoire de la politique agricole commune (PAC) par Michel Catala (remplaçant Gilbert Noël, récemment disparu).

Viennent ensuite trois articles, davantage centrés sur des approches organisationnelles, observant l'évolution des positionnements et des doctrines vis-à-vis de la PAC. Deux lectures syndicales, avec l'analyse d'Élise Roullaud sur « la Confédération paysanne à la lumière de ses positionnements face aux réformes de la PAC », à laquelle fait écho celle de Jean-Philippe Martin, « la Confédération paysanne et l'Organisation mondiale du commerce ». L'article de Fabien Conord, situé en fin de volume,

propose une approche également surplombante et plus décalée vers le politique en analysant la position du « Parti socialiste et de la PAC (années 1960-années 2010) ».

La partie la plus conséquente de l'ouvrage est composée d'articles qui présentent des exemples de luttes, en relation plus ou moins étroite avec la pression croissante des contraintes économiques européennes, et plus largement l'insertion de l'agriculture à des marchés de plus en plus intégrés, en faisant le choix d'alterner les approches scientifiques et le témoignage ou l'analyse des acteurs. René Bourrigaud revient sur un des premiers moments de cristallisation des tensions autour de la politique agricole, avec les débats suscités par le plan Mansholt pour l'agriculture européenne (1968). Plus près de nous, Xavier Itçaina propose une des premières analyses scientifiques sur l'épisode de la grève du lait de 2009, à travers l'exemple du Pays basque, qui met en évidence la reconfiguration des acteurs et des répertoires d'action. Enfin, Stéphane Le Bras interroge les relations complexes entre les mouvements des viticulteurs depuis les années 1970 et les tentatives de régulation et de réorganisation des marchés initiées par Bruxelles.

L'approche par le témoignage d'acteurs, plus ou moins à distance de ces différents épisodes, offre un contrepoint intéressant : celui de Georges Dauphin, ancien responsable de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Finistère sur la grève du lait de 1972, celui de Georges Breton, animateur à la Confédération paysanne, sur le conflit du volailler Doux, ainsi que celui de Paul Bonhommeau, ingénieur et juriste agricole, sur les grèves du lait de 1972 et de 2009. Ces prises de parole s'accompagnent de riches documents émanant des archives du CHT de Nantes, issus principalement des fonds déposés par les syndicats, FDSEA du Finistère et mouvements des paysans travailleurs.

Cette pluralité des approches, particulièrement du point de vue des positionnements disciplinaires, entre historiens, juristes, politistes et géographes, tout comme la valorisation des sources, écrites ou orales, constitue la grande richesse de cet ouvrage, sur une thématique qui n'a été encore que très rarement abordée, notamment par les historiens, surtout pour la période d'après 1970, à l'exception du Larzac. L'importance de la question laitière, tant sous l'angle de la construction européenne que de son rôle dans les reconfigurations professionnelles et la transformation des modes d'action, en est la meilleure illustration, même si elle n'est abordée que de manière partielle.

Un tel foisonnement n'est pas sans risque et donne parfois un peu le sentiment de la dispersion, d'autant que l'on peut regretter que l'introduction n'ait pas davantage été l'occasion d'un véritable bilan historiographique des travaux sur les mobilisations paysannes, tant chez les historiens que chez les politistes, qui aurait permis de mieux mettre en perspective certains témoignages ; on pense à l'article de Jacqueline Sainclivier sur la grève du lait<sup>14</sup>. Il en est de même pour les documents du CHT, dont il aurait été intéressant de mieux connaître l'histoire et la constitution des collections pour apprécier davantage la richesse et la pertinence des textes publiés.

Ces quelques remarques n'enlèvent rien aux apports d'un ouvrage qui constitue une ouverture nécessaire dans un champ de recherche en plein renouveau, irrigué par des travaux récents et novateurs, qui peuvent s'appuyer sur des fonds d'archives, privés et publics, particulièrement denses et variés.

**Édouard LYNCH**

14. J. SAINCLIVIER, « Contestation politique et sociale autour de la grève du lait (1971-1974) », in G. RICHARD et ID. (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 29-40.

TERRITOIRES OUVRIERS AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Nicolas COCHARD, *Les marins du Havre. Gens de mer et société urbaine au XIX<sup>e</sup> siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Histoire », 2016, 336 p. Préface de Jean-Louis Lenhof.

Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre, qui y fut professeur de philosophie au début des années 1930, voyaient dans ses bars à matelots un des attraits du Havre. Mais quiconque tenterait d'en dénicher aujourd'hui dans la ville-port de l'estuaire de la Seine serait vite déçu. C'est que les effectifs du port se sont considérablement réduits et que les marins y sont devenus rares lorsque dix-sept hommes constituent l'équipage d'un porte-conteneurs de 36 000 tonnes alors que, pour un cargo au tonnage six fois moindre, ils étaient six fois plus nombreux il y a un siècle. Et comme les matelots viennent de pays pauvres et que les escales sont en moyenne de moins de 24 heures, ils ne descendent que rarement en ville. La ville et les marins, c'est aux rapports entre un espace urbain et une population maritime que Nicolas Cochard a consacré cet ouvrage. Et s'il accorde une dizaine de pages aux débits de boissons, en nombre dans les quartiers qui sont à proximité des principaux bassins portuaires, « véritables lieux centraux de la vie maritimo-portuaire », c'est que la ville du Havre pouvait apparaître (abusivement précisons-le) comme la ville la plus alcoolisée du monde au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Tiré d'une thèse, cet ouvrage en garde un plan rigoureux. Après une rapide présentation de l'évolution de la ville qui, loin de se contenter de dresser le décor, nous présente les facteurs de mutation de la population, l'auteur analyse les dynamiques professionnelles des marins, s'attardant sur les pratiques, les carrières, les revenus (avec notamment la question des pensions de retraite, pour lesquelles le secteur fut pionnier) et la santé puis la mort, à un moment où une véritable « déprise religieuse » obligea les gens de mer à modifier leurs appréhensions des malheurs, tandis que les préjugés conduisaient à se méfier de la présence à bord d'une femme ou d'un ecclésiastique. C'est ensuite la place des marins dans la ville, la carte de leur habitat, les origines sociales et géographiques et la nuptialité qui permettent de les placer au sein de l'ensemble des milieux populaires havrais. Enfin, la dernière partie évoque les sociabilités, parmi lesquelles une violence ostensible qui entretient « un entre-soi à l'échelle d'un équipage ou sous l'angle de la nationalité » mais qu'il ne faudrait pas surévaluer, sans oublier bien sûr cet élément essentiel que sont les mouvements sociaux.

Édifiée au XVI<sup>e</sup> siècle pour être un port de guerre, la ville du Havre était vite devenue un port commercial mais demeurait encore, aux lendemains de la Restauration, confinée à l'intérieur de son enceinte primitive. S'affirmant au XIX<sup>e</sup> siècle comme ville industrielle, elle avait débordé de ses limites originelles pour devenir une cité bien différente à la veille de la Grande Guerre. Les transformations urbaines avaient modifié la toile de fond de la vie en ville des marins et correspondaient à une profonde transformation, ne serait-ce par la croissance de sa population, de 17 000 habitants vers 1800 puis multipliée par huit en un siècle<sup>15</sup>. Les marins en constituaient un élément de poids et, sans perdre de vue leurs pratiques à bord, l'auteur s'intéresse surtout à ce qu'ils faisaient, à ce qu'ils étaient une fois à terre. Et c'est sur un temps

15. Une nouvelle histoire du Havre, renouvelant l'ouvrage dirigé en 1987 par André Corvisier, est parue quelques mois après la publication du livre de Nicolas Cochard : E. SAUNIER et J. BARZMAN (dir.), *Histoire du Havre*, Toulouse, Privat, 2017.

que diverses transformations (de la ville, de la marine, de la vie, du métier) ont rendu long qu'il veut « évaluer clairement des évolutions », alors que les ruptures furent moins brutales qu'il ne pourrait paraître : à partir des années 1880, les voiles perdirent leur hégémonie dans le port, mais l'on vit encore longtemps des forêts de mâts comme celle qu'en 1872 Claude Monet a peinte pour *Impression, soleil levant*<sup>16</sup>. D'où la nécessité, bien perçue par l'auteur, de prendre avec recul des sources comme un article de *La Revue maritime*, qui insistait en 1898 sur la hausse du niveau de qualification, un peu comme si s'inventait un vrai métier : « Aux qualités d'autrefois qui, certes, ont toujours suffi pour satisfaire l'accomplissement du devoir, il faut en substituer d'autres, en ajouter de nouvelles. La tâche n'est assurément pas devenue plus facile. » Il n'empêche que les nouvelles techniques nécessitaient de nouveaux savoir-faire, de nouveaux métiers. Et leurs praticiens durent parfois être recrutés dans d'autres régions, contribuant ainsi à varier le vivier. Ces mutations du métier de marin ont correspondu à l'entrée dans la modernité, une modernité qui bouleversait quelque peu les hiérarchies, le capitaine perdant en prestige lorsque les officiers mécaniciens (qui commandaient directement les travailleurs des machines) se révélèrent indispensables. Et la création des Abeilles en 1864, instituant le métier de pilote, a pu offrir un débouché aux capitaines las d'être en mer.

Ce temps des spécialisations diminua la pluriactivité maritime qui faisait que les marins au long cours participaient communément aux campagnes de pêche ou que ceux qui pratiquaient le cabotage pouvaient aussi faire des voyages au commerce. Cette mobilité professionnelle pourrait poser la question de la définition du marin, mais elle était, en France, d'abord juridique puisqu'il s'agissait de l'inscrit maritime, celui qui était recensé pour servir sur les bâtiments de l'État. Datant de l'Ancien Régime, l'Inscription maritime fut définie par la loi du 3 brumaire an IV qui énumérait les conditions pour qu'un citoyen-marin se trouve sur ses registres. Précisée et modifiée tout au long du siècle, se rapprochant peu à peu du service militaire des autres citoyens, jusqu'à la loi Freycinet qui établit en 1889 la conscription universelle, elle fournit aujourd'hui à l'historien une source de choix, aussi bien pour les marins du pont que pour ceux qui font fonctionner les machines à vapeur. Versés aux Archives départementales de Seine-Inférieure, à Rouen, les registres matricules de l'Inscription maritime constituent avec les fonds des très riches Archives municipales du Havre les principales sources de l'étude de Nicolas Cochard.

Les mutations de la ville expliquent le développement d'un « prolétariat maritime-ouvrier », et c'est le principal apport de cet ouvrage que de nous démontrer que l'univers des gens de mer ne s'arrêtait pas au rivage, que les échanges avec les autres groupes sociaux de la ville-port se faisaient dans l'espace du quartier (mais de quartiers aussi peuplés que pouvait l'être celui de Saint-François). Et ce rapprochement au sein du monde havrais du travail s'accomplit alors que, en dépit de représentations qui persistaient, se perdirent peu à peu les particularités. L'étude des maladies est révélatrice de cette double appartenance, puisqu'à celles de la mer et surtout des ports (le choléra, funeste malédiction du XIX<sup>e</sup> siècle, et même la peste bubonique du fait des liaisons régulières avec l'Inde) s'ajoutaient celles des quartiers pauvres, où logeaient en nombre matelots et mécaniciens, la tuberculose notamment. Les marins havrais, qui habitaient la ville – ou ses environs – lorsqu'ils se trouvaient à terre, n'avaient bien sûr pas le même rapport à la cité que ceux qui passaient, et c'est à ces Havrais que s'intéresse particulièrement l'auteur, quand bien même le choix de la source l'a conduit à étudier ceux qui sont inscrits dans le quartier maritime de la ville.

16. L'illustration de couverture, *Animation sur les quais*, d'Edmond Marie Petitjean, tableau peint aux environs de 1888, présente une flotte de vapeurs et de voiles.

L'appartenance aux milieux laborieux de la cité se manifestait également par l'affirmation de l'appartenance à la classe ouvrière. Les mouvements sociaux des marins du Havre n'étaient pas une nouveauté : l'auteur relate une grève de marins qui s'est déroulée en 1655, avec une manifestation de plusieurs centaines de personnes (3 000 disent les sources, mais l'on peut se demander comment a été effectuée l'évaluation) avant que Louis XIV ne fit, déjà, appel aux Bretons pour fournir des marins et briser la grève. Mais ce qui est remarquable à la fin de la période étudiée, c'est que ces mouvements de marins s'inscrivaient dans un cadre plus large, comme lors des grèves de 1900 qui ont touché plusieurs secteurs d'activité et dont le but explicite était de paralyser la ville et le port.

L'ouvrage permet de prendre de saines distances avec les stéréotypes paresseux, aussi bien sur Le Havre que sur les marins. La mise en perspective avec d'autres villes-ports donne à l'auteur la possibilité de mieux préciser les spécificités du Havre. L'approche quantitative, certes exigeante mais qui évite d'être berné par des cas particuliers, voire des discours ou des injonctions normatives, assure la solidité de l'analyse, tandis que le jeu d'échelles sans cesse pratiqué ancre les phénomènes étudiés dans les contextes plus larges que vivaient les marins du Havre. Cet ouvrage, histoire sociale des hommes de mer, histoire sociale de ce que l'on appelle ville-port (une expression que les chercheurs peinent encore à définir, mais dont Nicolas Cochard explique qu'elle évite l'écueil de distinguer les deux entités), histoire d'une identité professionnelle, histoire des rapports sociaux au sein du monde du travail, histoire culturelle également, au croisement de plusieurs domaines de la recherche historique, au-delà même de son sujet, permet une pertinente appréhension de la société française du XIX<sup>e</sup> siècle.

**Christian CHEVANDIER**

**Maurizio GRIBAUDI, *Paris ville ouvrière. Une histoire occultée, 1789-1848*, Paris, La Découverte, 2014, 445 p.**

Le livre de Maurizio Gribaudi est un beau livre, dans tous les sens du terme. Il l'est d'abord par l'importance et la très grande qualité de l'iconographie : reproductions de tableaux, de lithographies et gravures anciennes, fac-similés de documents d'archives, mais jamais anecdotiques ; graphiques et surtout cartes élaborées pour l'occasion, une cinquantaine, remarquablement lisibles, toujours en rapport étroit avec le texte et sans qui celui-ci perdrait beaucoup de sa force. Un tel effort est devenu bien rare dans un livre accessible à un public de non-spécialistes et il faut en féliciter l'éditeur<sup>17</sup>. Il l'est ensuite dans son projet : rendre justice à une dimension trop sous-estimée, voire ignorée du Paris du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans la première moitié de ce siècle, Paris n'était pas tant la capitale de la misère et du crime noyée sous l'afflux des migrants, telle qu'a voulu la voir Louis Chevalier dans un livre suggestif mais en définitive très surestimé, qu'une ville ouvrière incroyablement vivante et inventive, une véritable ruche dont nous pouvons mieux cerner la modernité maintenant que celle-ci ne se résume plus pour nous à la grande usine et à la machine à vapeur, mais qu'elle peut prendre en compte la modernisation des pratiques et de l'organisation d'une « fabrique » collective qui était tout ce qu'on voudra, sauf traditionnelle.

Cette réalité, le discours dominant l'a en fait progressivement masquée au fur et à mesure de la croissance d'une population qui s'entasse dans les quartiers du centre ancien, presque autant qu'elle investit les faubourgs et autres espaces périphériques.

17. En revanche, s'il y a bien un index des lieux et des personnes, évidemment très utile, le spécialiste (ou l'étudiant) pourrait déplorer l'absence de bibliographie et de panorama des sources utilisées.

Ce processus d'effacement est étudié dans la première partie de l'ouvrage, où l'auteur prend soin de confronter les images des quartiers populaires dans le discours savant ou administratif, dans la littérature et dans l'iconographie. Au temps de l'Empire et sous la Restauration, les administrateurs considéraient encore volontiers la capitale comme un tout, non certes exempt de problèmes (qu'on pensait, dans un contexte néo-hippocratique, facilement solubles en élargissant les rues trop étroites et en limitant la hauteur des bâtiments), mais associant des activités globalement complémentaires. Étienne de Jouy (« l'Hermitte de la Chaussée d'Antin ») vantait évidemment les nouveaux quartiers bourgeois (d'où son pseudonyme), mais il prenait le temps de visiter des maisons du Paris populaire, d'en décrire les habitants, sans misérabilisme ni apitoiement, de noter scrupuleusement leurs activités. Quant aux images des bâtiments anciens vendus comme biens nationaux, elles les montraient bien en voie de démolition ou carrément en ruines, mais encore insérés dans la vie du quartier et de ses habitants. Puis, après les Trois Glorieuses, en quelques années tragiquement marquées par le choléra et les insurrections de juin 1832 et d'avril 1834, le regard change presque du tout au tout : sensibles aux intérêts des propriétaires qui ont désormais voix au chapitre municipal, les administrateurs ne voient plus que des quartiers entiers à percer pour assainir, les observateurs sociaux de tous bords dénoncent les misérables qui y habitent et dont les mauvaises mœurs sont certainement responsables de l'insalubrité ; quant aux écrivains romantiques, ils développent un discours qui associe l'éloge de la modernité flamboyante des boulevards au mépris pour ce qu'il y a en deçà, « les grandes Indes », dont l'obscurité engloutit la splendeur de monuments anciens qu'il faudrait remettre en valeur, quitte à déloger les malheureux habitants de ces espaces déchus. Les illustrateurs ne sont pas en reste. Les grandes lignes et les justifications du projet haussmannien étaient donc déjà en place.

Or cette vision est partielle et partielle. C'est ce que démontre brillamment la deuxième partie, le cœur du livre, consacrée à l'analyse de la transformation profonde mais absolument méconnue des quartiers populaires du centre. Tout commence par la vente de biens nationaux dans la capitale, vente qui n'a jamais fait l'objet d'une étude d'ensemble alors qu'elle a concerné peut-être un quart de la superficie totale intra-muros. On connaît assez bien les grandes opérations de spéculation et de lotissement qu'elle permit dans les quartiers aisés ; en revanche, l'étude de ce qui s'est passé dans les arrondissements du centre et de l'est de la capitale avait été jusqu'ici négligée. Maurizio Gribaudi montre excellemment le processus de densification et d'industrialisation qui accompagna la spéculation immobilière, menée par de plus petits acheteurs, souvent des entrepreneurs du quartier ou des petits notables, liés aux administrations révolutionnaire et impériale. Dans les espaces ainsi récupérés se déploya une industrialisation originale, puisque quantité de petites entreprises utilisant les ressources propres de la capitale, les déchets qu'elle produisait notamment, y prirent la suite des grandes manufactures travaillant pour les besoins de la défense nationale qui les avaient occupées pendant la Révolution, et qui désormais installaient leurs usines plus au large, dans les faubourgs et la banlieue. Sauf Balzac qui l'entrevit, peu d'observateurs avaient saisi la nouveauté de cette véritable ruche que fut alors le Paris populaire, la multiplicité des activités complémentaires au sein de la fabrique parisienne, intégrant savamment une main-d'œuvre très diverse dans ses origines comme dans ses qualifications : ce tissu artisanal extrêmement dense et dynamique est pour la première fois restitué grâce à un travail de *micro-storia* qui force l'admiration, croisant des sources administratives ou judiciaires arides, fragmentaires et complexes afin de reconstituer à l'échelle du quartier, ou plutôt de l'ilot ou de la rue, l'évolution de cette mosaïque de boutiques de négociants, de tout petits fabricants installés dans des hangars et dans des cours reliées par d'étroits

passages, recourant habituellement aux travailleurs à façon vivant dans les étages... Plusieurs centaines de milliers de travailleurs réunis ainsi au cœur de la ville, dont nous ne devinions pas la puissance potentielle, parce que nous n'avons vu en eux que des métiers distincts et apparemment archaïques, quand l'organisation nouvelle de la production et leur cadre de vie contribuaient à leur créer une nouvelle conscience de leurs intérêts propres.

Le tableau qui est ainsi dressé des quartiers populaires (avec les nuances nécessaires qui différencient clairement la rive gauche, spécialement le douzième arrondissement, socialement plus mélangée, aux activités moins intégrées) n'a donc pas grand-chose à voir avec la peinture apocalyptique des hygiénistes et des moralistes, reprise complaisamment par Louis Chevalier : il complète et renforce encore ce que nous avait appris sur les classes populaires parisiennes un livre important, fondé également sur des archives de traitement difficile, mais qui a eu trop peu d'écho, celui des historiens canadiens Barrie M. Ratcliffe et Christine Piette<sup>18</sup>. Ces quartiers grouillants de vie, où proliféraient les cabarets et autres terrains de contacts nécessaires à l'activité économique elle-même, n'étaient pas le lieu de l'anonymat, de la désocialisation et de la démoralisation, mais des endroits où se faisaient des rencontres, où se nouaient des destins, où pouvaient donc s'élaborer des idées, s'épanouir une culture ouvrière bientôt saisie par la politique.

C'est à ce processus qu'est consacrée la troisième partie du livre, qui montre l'invention progressive, d'une manière parfaitement autonome par les militants ouvriers parisiens d'une autre modernité politique : l'idée d'une république démocratique fondée sur les associations de travailleurs qu'ils essayèrent de mettre en œuvre après la révolution de février 1848, qui fut défaite aux journées de juin, puis ensevelie par le coup d'État de décembre 1851. Depuis Rémi Gossez, cette histoire-là était déjà mieux connue, et elle a inspiré les remarquables travaux de toute une génération d'historiens, notamment Jacques Rougerie, Alain Faure, William Sewell, Bernard Moss, sans oublier Jacques Rancière. En faire la synthèse n'était pas toujours facile, et on regrette que certains travaux plus récents, je pense en particulier au livre de Philippe Darriulat sur les chansons et les chansonniers, engagés ou non, n'aient pas été utilisés<sup>19</sup>. Il aurait également valu la peine d'examiner plus attentivement les formes de la contestation, « promenades », banquets populaires et réunions hors barrières, ainsi que les modalités de la diffusion des écrits de ces intellectuels inconnus... ou oubliés (comme Pierre et Jules Leroux, dont l'auteur souligne de façon convaincante l'importance). L'apport propre de Maurizio Gribaudi est cependant important, spécialement sur la décennie qui s'ouvrit par les grandes grèves de 1840, puisqu'il consiste en une meilleure inscription de cette genèse dans l'espace vécu de la fabrique parisienne, ce qui permet de saisir le caractère concret, et convaincant pour les intéressés voire pour leurs interlocuteurs patronaux, des revendications et des projets ouvriers, bien loin des abstractions doctrinales des Villermé et autres Passy. Et quoi qu'il en soit, il était bien nécessaire de retracer ces temps d'intense effervescence intellectuelle et sociale pour rappeler à notre époque oubliée « la capacité politique des classes ouvrières », ainsi que l'attitude pour le moins ambiguë de la bourgeoisie républicaine à son égard.

**Vincent ROBERT**

18. B. M. RATCLIFFE et C. PIETTE, *Vivre la ville. Les classes populaires à Paris (première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, La boutique de l'histoire, 2007.

19. P. DARRIULAT, *La muse du peuple. Chansons politiques et sociales en France, 1815-1871*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

Olivier IHL, *Une histoire de la représentation : Louis Marie Bosredon et le Paris de 1848*, Vulaines-sur-Seine, Le Croquant, « Champ social », 2016, 421 p. ; Jacques-Olivier BOUDON, *Le plancher de Joachim : l'histoire retrouvée d'un village français*, Paris, Belin, 2017, 253 p.-VIII p. de pl. ; *Les sentiers de l'ouvrier. Textes de John Colin, Charles Manby Smith et William Duthie*, traduits de l'anglais par Sabine Reungoat, édités et présentés par Fabrice Bensimon, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2017, 136 p.

Trois ouvrages récents témoignent de la diversité du monde ouvrier français au XIX<sup>e</sup> siècle sur lequel chacune de ces études apporte un nouvel éclairage. Leur intérêt tient aussi aux sources que ces ouvrages mettent en lumière et au travail que l'historien réalise à partir d'elles.

*Les sentiers de l'ouvrier* compile trois extraits d'autobiographies rédigées par des ouvriers anglais venus travailler quelque temps en France. Ouvriers spécialisés (un tanneur, un typographe, un orfèvre), ils donnent un aperçu de la vie quotidienne et professionnelle du Paris industriel entre 1815 et 1850. Ce court recueil est accompagné d'illustrations, de cartes et surtout d'une présentation riche et synthétique rédigée par Fabrice Bensimon, qui contextualise les ouvrages dont sont extraits les textes proposés. Ils sont notamment replacés dans une histoire de l'édition des écrits ouvriers, un genre en soi outre-Manche, porteur d'enjeux politiques et sociaux dont la connaissance conduit à une mise à distance qui n'enlève rien à l'intérêt que procure la lecture de ces témoignages.

Autre source, extraordinaire celle-ci, les remarques inscrites en 1881 par le menuisier Joachim Martin (1842-1897), sur les cales ou la face cachée de planches servant à refaire le plancher du château de Picomtal, dans les Hautes-Alpes, découvertes au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Ouvrier paysan comme ils sont encore nombreux dans les campagnes françaises, il profite de ce chantier pour se confier, en sachant qu'il ne sera pas lu de son vivant. Ce témoignage au support inédit, écrit lors des pauses de sa journée de travail, nous arrive sans le filtre du brouillon ou de la correction pour édition. Jacques-Olivier Boudon va utiliser ces bribes d'informations – peut-être incomplètes puisque tout le plancher n'a pas été exploré – pour reconstituer la vie du menuisier Martin, sa famille et son cadre de vie, le village des Crottes, en bordure de la Durance, dont il s'est peu éloigné au cours de son existence. C'est une communauté villageoise qui se révèle, avec ses alliances matrimoniales, ses départs – émigrations temporaires, parfois jusqu'en Amérique, jusqu'à l'exode rural –, ses loisirs – Martin insiste sur son activité d'animateur de bals –, ses rancœurs, en l'occurrence avec le curé, mais aussi ses secrets – sexualité, adultères, infanticides. Les questions d'argent – revenus, coût de la vie, héritages – ont naturellement leur place dans la vie de cet artisan jouissant d'une très modeste aisance, en partie procurée par la propriété de lopins de terre. Cherchant lui aussi à retrouver un monde perdu, Jacques-Olivier Boudon ne suit en rien la démarche d'Alain Corbin, qui utilisait le sabotier illettré Louis-François Pinagot (1798-1876), choisi au hasard, pour proposer la reconstitution d'un destin comme il y en eut tant dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>20</sup>. Joachim Martin écrit sur lui-même, avec la volonté et la conscience de laisser une trace, fût-elle posthume. La personnalité du menuisier se dévoile, républicain, catholique – il est un pilier de la confrérie locale –, fier de son instruction. Il est aussi question de Joseph Roman, le notable qui possède alors Picomtal, dont les changements de propriétaires contribuent à écrire l'histoire du village, dans

20. A. CORBIN, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot : sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Paris, Flammarion, 1998.

son contexte social et politique, local et national, au temps de l'affirmation de la République et de la transformation de la région, du fait notamment de l'arrivée du chemin de fer.

C'est aussi à une enquête sur un individu et un milieu que se livre Olivier Ihl dans son *Histoire de la représentation*, centrée sur Louis Marie Bosredon (1815-1881). Peintre et dessinateur, appartenant au « prolétariat artistique » (p. 26) parisien, il est surtout connu pour sa gravure parue en 1848, *L'urne et le fusil*, déjà commentée par l'auteur dans ses travaux sur la naissance de la citoyenneté électorale<sup>21</sup>. Pourtant auteur de plusieurs centaines de dessins, Bosredon demeure un quasi-inconnu. Fils d'un menuisier en cours d'ascension, mais ruiné, graveur, lithographe, dessinateur, décorateur de faïence, peintre (il se présente comme un élève de Delacroix), s'intéressant aussi à la photographie et un temps calotypiste, Bosredon a approché la plupart des arts et techniques visuels de son temps. Apprenti aux Gobelins vers 12 ans, il fréquente l'École des beaux-arts, à laquelle il échoue, faute d'une instruction suffisante et de soutien. Installé dans le quartier des artistes de Montparnasse, il se consacre à partir des années 1840 au dessin d'actualité, un genre en pleine expansion au cours de la Monarchie de Juillet. Après 1851, il abandonne la caricature, devient marchand de curiosités, fait commerce de dessins et de tableaux, est aussi restaurateur d'œuvre. Il termine sa vie pauvre, comme illustrateur pour des revues d'architecture et d'archéologie. Saint-simonien, fouriériste, proche des sociaux-démocrates en 1848, rallié à Louis-Napoléon Bonaparte par dégoût pour la République bourgeoise, il est aussi profondément catholique. Olivier Ihl, en même temps qu'il retrace le parcours professionnel de Bosredon, reconstitue ainsi une partie du corpus de ses œuvres, composées de dessins politiques, mais aussi d'images religieuses.

Il ne s'agit cependant pas tant d'une biographie que d'une réflexion autour de la notion de représentation comme technique visuelle et comme technique politique permettant d'émanciper le peuple à l'heure de la démocratie politique. Bosredon a voulu montrer le peuple entrant en souveraineté dans une société où l'image se démocratise, faisant de la révolution industrielle qui permet ce processus une véritable révolution politique.

Trois chapitres concernent directement la révolution de 1848 et l'avènement de la République, alors que, pour Bosredon comme pour d'autres socialistes, l'entrée des masses dans la vie politique ne signifie pas seulement l'élargissement du droit électoral mais aussi la création de nouveaux moyens de « représenter » le souverain, au sens de le « figurer ». Après que la caricature a désacralisé la majesté royale, comment représenter le nouveau souverain collectif ? L'allégorie, la figure du religieux ont pu être utilisées, avant que la souveraineté populaire soit finalement absorbée par un homme, Louis-Napoléon Bonaparte, et que la République renoue avec la majesté d'État (chapitre 1). Comment représenter le suffrage universel, indissociable de la nouvelle démocratie, sans en être le seul élément ? Peu d'images rendent compte de l'entrée dans le vote universel, *L'urne et le fusil* en est la plus célèbre. Témoignant du moment où la lutte électorale commence à l'emporter sur d'autres formes d'expression politique, Bosredon fait de sa gravure, parue en juin 1848, un appel à l'union pour un gouvernement démocratique, où le droit de porter les armes complète l'accès au vote, rappel des autres formes de citoyenneté que celle qui tient de l'élection (chapitre 2). Les dessins politiques de Bosredon mettent en scène la condition ouvrière « devenue icône du travail et de la représentation démocratique » (p. 324). Un socialisme de métier s'affiche en blouse et bras nus, prêt à

21. O. IHL, « L'urne et le fusil. Sur les violences électorales lors du scrutin du 23 avril 1848 », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 1, 2010, p. 9-35 ; Id., « Louis Marie Bosredon et l'entrée dans le "suffrage universel". Sociogénèse d'une lithographie en 1848 », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, n° 50, 2015, p. 139-163.

débatte de l'action du gouvernement dans différentes instances, où se dit et se fait la politique (les clubs, les réunions, les banquets), moins considérés comme des à-côtés du suffrage que comme de véritables instances de représentation. La manière dont le citoyen Bosredon les croque enregistre ses déceptions au fur et à mesure que la République se fait de moins en moins démocratique.

Trois autres chapitres quittent la représentation de la vie politique pour concer-ner d'autres aspects de la pratique professionnelle de Bosredon qui, pour Olivier Ihl, entrent dans un projet politique de démocratisation dont les arts visuels font partie. Bosredon, en effet, s'intéresse à la photographie et à différents procédés de reproduction mécanique des images, moyens pour lui de populariser l'image artistique. Il dépose même un brevet de reproduction photographique en 1856, ce qui n'est pas rare à l'époque de la part des ouvriers-artisans. La même volonté de dupliquer les œuvres pour un public toujours plus vaste l'amène, en 1864, à écrire à Napoléon III pour lui proposer l'organisation d'un musée de moulages et de copies, jugeant l'accès à la forme de l'œuvre plus important que le plaisir de l'authenticité (chapitre 3). Olivier Ihl enquête ensuite sur un dessin représentant le jeune Bonaparte, daté de 1785, donné au Louvre en 1853 par Prosper de Baudicour. Bosredon, qui restaure parfois des dessins pour ce collectionneur, est le véritable auteur de ce qui peut être vu comme un faux mais qu'Olivier Ihl préfère appeler une « contrefaçon » (p. 241), dans laquelle le dessinateur sème des indices permettant l'identification, utilisant cette production graphique pour s'émanciper d'une forme de sujétion, celle de l'authenticité, autorisation d'entrer dans l'aristocratie de l'art (chapitre 4). Olivier Ihl aborde ensuite la manière dont Bosredon rend compte de son élimination du Salon de 1863 en dessinant le paquet de son tableau refusé agrémenté d'un rébus. Il en fait un témoignage d'une déception personnelle, mais aussi d'une revendication collective (p. 281), en s'interrogeant sur le statut des artistes, sur leur souveraineté, définie comme un accès universel au jugement public, sur l'art qui doit sortir du Musée pour entrer dans l'espace public (chapitre 5). Au terme de ce parcours, Olivier Ihl rappelle son projet, « retrouver la classe d'hommes à laquelle Louis Marie avait appartenu et saisir en quoi sa nouvelle culture visuelle fut dotée d'un caractère rédempteur » (p. 405). Faisant partie du peuple et voulant témoigner de sa dignité, Bosredon a passé sa vie à le dessiner, donnant une portée politique au réalisme de l'image populaire (chapitre 7).

Prenant au sérieux les détails des dessins qu'il analyse, Olivier Ihl cherche à retrouver la culture visuelle qui rend compréhensibles les représentations graphiques de Bosredon à ses contemporains et rend intelligible le message politique qu'il lui attribue. Ces analyses, parfois ardues, s'appuient aussi sur la restitution d'un monde foisonnant d'artisans-artistes, d'ouvriers et de mécaniciens de l'image, des tâcherons d'atelier jusqu'au monde des « curieux », des collectionneurs d'œuvres d'art. On peut à ce sujet regretter l'absence d'une bibliographie et d'une présentation des sources autrement qu'en note. Bosredon, comme d'autres, a produit des images politiques. Ont-ils été beaucoup à avoir comme lui une politique de l'image démocratisée ? Philip Nord avait montré comment le mouvement impressionniste pouvait apparaître, sous le Second Empire, comme un mouvement d'émancipation qui dépassait la forme esthétique<sup>22</sup>. Dans un autre contexte politique et social, la manière dont Olivier Ihl rend compte du parcours de Louis Marie Bosredon fait l'histoire de l'émancipation postrévolutionnaire en incluant désormais des éléments qui ne cessent de complexifier les voies de la politisation.

**Claire FREDJ**

22. P. NORD, *Les impressionnistes et la politique. Art et démocratie au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Tallandier, 2009.